



MÉDIAS

Le journaliste Kamel Ghimouz nous quitte à l'âge de 56 ans

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 23 mars 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5496 - 18^e année

POUR NON-RESPECT
DU CALENDRIER
DES EXAMENS

500
établissements
scolaires
sanctionnés

P 3

VENT DEBOUT CONTRE LE REVIREMENT
DE MADRID SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

Le gouvernement espagnol sur le grill

LIRE EN PAGE 2

7 MILLIARDS DE DOLLARS
D'INVESTISSEMENT DANS LE
PHOSPHATE INTÉGRÉ A L'EST DU PAYS

L'Algérie et la Chine mettent le paquet

LIRE EN PAGE 4

DROITS DE L'HOMME

Le HCDH :
« L'Algérie
respecte ses
engagements »

P 3

COORDINATEUR DU MDS

Fethi Gharès
quitte la prison

P 3

LES VERTS AFFÛTENT
LEURS ARMES À MALABO



Mahrez montre
la voie à ses
coéquipiers

P 7

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER
SAKHRA - EL-EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

Tadj Larbaa va
signer son
premier quinté

P 14



PH : DR

FERNANDO PERITO, PRÉSIDENT DE LA PLATEFORME DE SOLIDARITÉ ESPAGNOLE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

« Que le chef de l'Exécutif et son MAE démissionnent »

La classe politique espagnole a dénoncé le brusque revirement de la position du gouvernement de Pedro Sanchez, cédant ainsi au chantage du Maroc.

Une réaction partagée par des personnalités, universitaires, artistes et la majorité des acteurs de la société civile espagnole, décidés à maintenir leur mobilisation contre l'alignement du chef du gouvernement socialiste Pedro Sanchez à la position de l'occupant marocain sur le Sahara occidental. Des manifestations ont débuté, déjà hier, en Espagne, pour contester cette nouvelle position, notamment un grand rassemblement à Séville et le grand rendez-vous prévu, samedi prochain à Madrid. C'est ce qu'a annoncé, hier, Fernando Perito, président de la plateforme de la solidarité espagnole avec le peuple sahraoui, dans ses déclarations à la Radio nationale Chaîne 3, indiquant que « samedi prochain, tout le peuple espagnol se mobilisera à Madrid pour manifester et crier haut et fort, « non à la concession stupide » du gouvernement de Sanchez, Perito assure que « la pression populaire sera forte au point de pousser le chef du gouvernement et son ministre des Affaires étrangères à la démission ». Déclarant qu'« une grande contes-



PH: DR

tation, à gauche comme à droite, contre le gouvernement qui a pris cette décision tout seul », qualifiée par la majorité des espagnols « de coup de couteau dans le dos », il affirme « à gauche, les partis socialistes protestent parce que le gouvernement a décidé sans consultations, notamment avec ses partenaires », et d'ajouter qu'« à droite, on proteste aussi car on n'a pas compté sur eux dans la prise de cette décision, d'où une grande déception en direction du gouvernement Sanchez ». Selon Perito, en plus de la diaspora sahraouie, tous les syndicats représentant les forces ouvrières avec les partis politiques (de gauche et de droite), du monde universitaire et d'autres ont décidé, à partici-

per, hier, à la manifestation de Séville, en Andalousie, pour réaffirmer leur soutien à la cause du peuple sahraoui et dénoncé la position du gouvernement de Pedro Sanchez. Concernant le grand rendez-vous, prévu samedi prochain, au cœur de Madrid, il dira qu'il sera « une manifestation populaire et au niveau de toutes les villes espagnoles » et d'ajouter que « ça sera une grande démonstration qui réunira les deux peuples, espagnol et sahraoui, pour dénoncer cette position de la honte contre les aspirations du peuple sahraoui et en violation de la légalité internationale ». Rappelant que « l'ensemble des tendances de la gauche espagnole se sont concertées et ont adopté une position commune contre la

décision du parti socialiste », il est aussi question, dans leur démarche d'exiger que « la question fasse l'objet d'un débat au parlement ».

Onze groupes parlementaires espagnols demandent, pour rappel, au chef du gouvernement, de s'expliquer devant la chambre des représentants à propos du changement de position de Madrid concernant le conflit du Sahara occidental. Rappelons que le chef du gouvernement socialiste Pedro Sanchez a exprimé, il y a trois jours, son soutien à la proposition du Maroc pour « l'autonomie » du Sahara occidental alors que l'Espagne a, depuis des décennies, affiché une position de neutralité à l'égard de cette question.

K. B.

APRÈS SON REVIREMENT SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

Le gouvernement espagnol miné par de fortes tensions

En Espagne, des dirigeants de la classe politique et des animateurs de la société civile ont fait la lumière sur les circonstances, scandaleuses, qui ont entouré l'alignement brusque, et de façon inexplicable au départ, du chef du gouvernement socialiste espagnol, Pedro Sanchez, sur la thèse de l'occupant marocain à propos du Sahara occidental. Pour Ruiz Miguel Carlos, qui est Professeur en droit constitutionnel et directeur du centre d'études sur le Sahara occidental de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle, la position de Pedro Sanchez a été prise sans consultation des autres membres de son gouvernement, ce qui est grave sachant qu'il s'agit d'un gouvernement de coalition, et sans consultation de la classe politique. Ruiz Miguel Carlos, qui intervenait sur la chaîne 3 de la Radio algérienne, souligne qu'il « y a eu une mise à l'écart des autres membres du gouvernement ». Il prévoit une extrême tension dans le gouvernement. Pour Ruiz Miguel Carlos, en soutenant l'alignement sur la thèse marocaine de l'autonomie, le parti socialiste s'est placé dans une très mauvaise position. Il explique que Pedro Sanchez a conclu, avec le Maroc, un accord secret et a mis à l'écart ses alliés du gouvernement, ce qui est une humiliation qui risque de produire des tensions très fortes au sein de l'actuel gouvernement.

Pourquoi le chef du gouvernement espagnol a-t-il agi ainsi ? Ruiz Miguel Carlos affirme que Pedro Sanchez a cédé aux pressions du Maroc. L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a confirmé ce fait. Et, en plus du chantage au flux migratoire massif vers l'Espagne, il y a également le chantage, a-t-il fait savoir, de la délimitation des limites des eaux territoriales marocaines qui empièterait sur les eaux territoriales de l'Espagne. Et aussi, a-t-il ajouté, le problème de Ceuta et Mellilla. On sait que l'Espagne est très sensible à l'instrument de chantage que constitue la migration clandestine. En mai 2021, une dizaine de milliers d'immigrés, pour la plupart marocains, ont envahi la ville de Ceuta, sous l'œil complaisant, voire complice, des forces de l'ordre marocaines. Un autre flux d'immigrés marocains avait pris pour destination les Iles Canaries. Le Makhzen a voulu ainsi montrer, aux autorités espagnoles, ses capacités de nuisances à travers les migrants clandestins.

En cédant au chantage marocain et en s'alignant sur la thèse du Makhzen concernant le Sahara occidental, Pedro Sanchez ignore-t-il que cela n'a aucune incidence sur la lutte du peuple sahraoui ? Ruiz Miguel Carlos souligne que le revirement du gouvernement espagnol ne peut produire aucun impact sur la

lutte du peuple sahraoui. Effectivement, selon l'Agence de presse sahraouie (SPS), un communiqué du ministère sahraoui de la Défense a rapporté de nouvelles attaques contre les positions des soldats de l'armée d'occupation marocaine dans la région de Djebilat El-Khodr (secteur de Guelta). Les attaques menées par l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) se poursuivent « contre les positions des forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte », précise le communiqué. La solidarité internationale également se poursuit. D'abord en Espagne où l'Association d'amitié avec le peuple sahraoui de Séville a lancé un appel à manifester, hier soir, contre la nouvelle position du gouvernement espagnol sur le conflit au Sahara occidental et à la mobilisation générale en soutien au peuple sahraoui et à sa juste lutte pour la liberté et l'indépendance. L'Association « rejette » cette décision des autorités espagnoles qui ont « abandonné leur position traditionnelle de neutralité » pour désormais « se ranger du côté de Rabat ». De son côté, le chef du parti Vox, Santiago Abascal, a appelé le gouvernement à présenter sa démission et convoquer des élections, qualifiant sa politique étrangère d'erratique.

M'hamed Rebah

FRONT POLISARIO :

« Aucun impact sur le processus de règlement du conflit »

La décision prise récemment par le Chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez sur le conflit au Sahara occidental n'aura aucun impact sur le processus de règlement de la question sahraouie, a affirmé le représentant du Front Polisario aux Iles Canaries (Espagne), Hamdi Mansour. Dans une déclaration à l'APS, M. Hamdi a indiqué que la décision de Sanchez « n'aura pas d'impact sur le processus de règlement du conflit au Sahara occidental, d'autant plus que la question a atteint un niveau qui ne saurait être rétracté, au vu des positions de la communauté internationale et des décisions des organisations internationales, aussi bien au niveau politique que juridique ou encore social », un niveau qui surpasse « cette reconnaissance scandaleuse et tardive du gouvernement espagnol ». Les réactions exprimées par la classe politique, la société civile et l'opinion publique espagnoles, placent Sanchez dans un « véritable dilemme » et « prédisent la possibilité d'une rupture ou d'une division au sein du gouvernement espagnol, notamment après les nombreuses critiques dont Sanchez avait fait l'objet auparavant », a-t-il expliqué. Et d'affirmer que les déclarations des partis de la coalition au gouvernement, pour ne citer que Podemos, le Parti national basque, les partis catalans et d'autres formations politiques locales et nationales, viennent confirmer que cette position « est contraire à la Légimité et au droit internationaux, mais également aux valeurs démocratiques que le Royaume d'Espagne a toujours prônées, à savoir : les libertés, les droits de l'homme et la défense des droits et de la légalité internationale ». Cette position a ouvert la porte à d'autres interprétations sur un éventuel « échec de l'actuel gouvernement de Sanchez, âprement critiqué d'ailleurs, et une appréhension d'un départ massif de la coalition et des partis de l'opposition », a souligné M. Hamdi.

R. I.

ARMÉE SAHRAOUIE

Nouvelles attaques contre les forces d'occupation marocaines

L'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) a mené de nouvelles attaques contre les positions des soldats de l'armée d'occupation dans la région de Djebilat El Khodr (secteur de Guelta), selon le communiqué militaire n 489 du ministère sahraoui de la Défense. Rapporté lundi par l'Agence de presse sahraouie (SPS), le communiqué a précisé que « des unités avancées de l'APLS ont effectué, des bombardements consécutifs contre les positions des forces d'occupation dans la région de Djebilat El Khodr (secteur de Guelta) ». « Dimanche, des détachements avancés de l'APLS avaient ciblé les retranchements des forces marocaines dans la région d'Agouira Ould Abelal (secteur de Mahbes) », précise la même source. Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les positions des forces d'occupation qui subissent de lourdes pertes humaines et matérielles le long du mur de la honte », conclut le communiqué.

R. I.

POUR NON-RESPECT DU CALENDRIER DES EXAMENS

Près de 500 établissements scolaires sanctionnés

Le ministère de l'Éducation nationale a décidé d'appliquer des sanctions et non pas des moindres contre près de 500 établissements scolaires n'ayant pas appliqué, à la lettre, le programme des examens du deuxième trimestre.

Le département de Belabed prévoit, en effet, de mettre fin aux fonctions des directeurs de ces établissements ainsi que de priver les enseignants de leur prime de rendement. Alors que le secteur fait face à des problèmes plus sérieux et des dossiers qui nécessitent d'être réglés en urgence, et en toute sérénité, le MEN semble préférer déclarer la guerre contre ces fonctionnaires qui ont fait l'erreur d'entamer les examens du deuxième trimestre deux jours ou plus avant la date prévue. À noter que certains directeurs ont justifié la tenue précoce des examens par la courte durée de l'examen et par le système de groupes dans l'enseignement, approuvé par le ministère. Ces chefs d'établissements ont confirmé que la tenue de l'examen avant la date prévue contribuerait à donner plus de temps aux enseignants pour corriger les copies. Pour rappel, le ministère de l'Éducation nationale a envoyé, il y a une semaine, des commissions d'enquête composées d'inspecteurs des différentes matières et d'inspecteurs de l'administration pour le suivi du respect des consignes. Ces commissions ont, à cet effet, dénombré près



de 500 établissements ayant enfreint les lois. Cela intervient au moment où le ministère de l'Éducation nationale insiste, depuis la rentrée, sur la standardisation des épreuves dans les trois paliers de l'enseignement afin d'atteindre le principe d'égalité des chances. Les

examens du deuxième trimestre ont commencé le dimanche 20 mars et devront prendre fin ce jeudi 24 mars. La correction collective avec les élèves, la remise des copies d'examen et les conseils de classe doivent s'effectuer en dehors des heures de cours,

durant la semaine allant du dimanche 27 mars au jeudi 31 mars 2022. La durée des vacances de printemps est réduite à 9 jours, à compter du jeudi 31 mars au samedi 9 avril 2022.

Ania Nch

SNTE

Appel à la mise en place de garderies dans les écoles

La Coordination nationale de la femme travailleuse, affiliée au syndicat national des travailleurs de l'Éducation (SNTE), a fait état, dans un communiqué rendu public, de la nécessité de mettre en place des crèches pour enfants au sein des établissements scolaires compte tenue des difficultés auxquelles font face les employées pour concilier entre le travail et la maternité, notamment en l'absence de lieux sûrs où elles peuvent laisser leurs enfants.

La même coordination a également appelé à la révision de la durée du congé de maternité en le prolongeant à 9 mois au lieu de trois, et de faciliter notamment les démarches administra-

tives auprès de la CNAS pour le dépôt du dossier et le remboursement de ce congé. Elle a surtout appelé à assurer plus de sécurité dans les établissements scolaires notamment dans les régions enclavées, et de mettre un terme aux harcèlements sexuels, soulignant que le phénomène s'est aggravé ces derniers temps. D'autre part, la même organisation a réclamé le retour à la retraite proportionnelle sans condition d'âge, l'activation de la médecine du travail, ainsi que la révision des salaires pour faire face à l'érosion du pouvoir d'achat et la hausse des prix.

A. Nch

CODE DE COMMERCE

Réviser un texte vieux de 47 ans

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a indiqué que son département s'attelle à l'actualisation des dispositions du Code de commerce, en vigueur depuis 1975, afin de l'adapter aux mutations en cours. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale, Tabi, qui répondait

aux préoccupations des députés concernant le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, a précisé que ce texte « qui n'a pas été amendé depuis 1975 fera l'objet d'une modification de fond en comble ». Le ministre a expliqué, que l'exposé qu'il a présenté devant les députés n'a porté que sur la nature juridique des start-up et que les aspects liés à la détermination de leur capital et de leur mode de prise de décisions sont définis dans les statuts, soulignant qu'il existe une différence entre une start-up et une petite et moyenne entreprise (PME). Quant à la possibilité pour les

start-up d'entrer en bourse, le ministre a estimé que c'était difficile et que seules les sociétés fortes peuvent le faire. « Le capital de la société doit être égal ou supérieur à 500 millions de centimes et actuellement seules 5 ou 6 sociétés remplissent ce critère », a-t-il dit. Notant en revanche que les députés, qui avaient salué, auparavant, l'amendement du Code de commerce, ont relevé plusieurs insuffisances, notamment la non définition du montant minimum ou maximum du capital des associés pour la création d'une entreprise et la révision du Code de commerce.

Sarah O.

COORDINATEUR DU MDS

Fethi Gharès quitte la prison

Le coordinateur du Mouvement démocratique et social (MDS), Fethi Gharès, a quitté hier la prison, après sa condamnation en appel, à une année de prison dont six mois ferme. Rappelant que Fethi Gharès a déjà passé près de neuf mois en prison. Arrêté le 30 juin 2021 à son domicile à Gué de Constantine (Alger), il a été placé sous mandat de dépôt, le lendemain, par le juge d'instruction près le Tribunal de Bainem. Le coordinateur du MDS a été condamné, en janvier, à deux ans de prison ferme, assorti d'une amende de 200 000 DA, pour les chefs d'inculpation d'« atteinte à la personne du président de la République », « outrage à corps constitué » et « diffusion publique de publications pouvant porter atteinte à l'intérêt national et à l'ordre public ». Lors de son procès en appel le 8 mars dernier, le parquet a requis contre lui 3 ans de prison ferme.

S. O.

DROITS DE L'HOMME

« L'Algérie respecte ses engagements », estime le HCDH

La représentante régionale du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), Roueida El-Hage, a salué « le respect par l'Algérie de ses engagements en matière de droits de l'homme » au titre des instruments internationaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dans son intervention à l'ouverture d'un atelier organisé par visioconférence sur « le prochain examen périodique universel (EPU) de l'Algérie : processus et soumissions par les organisations de la société civile et le Conseil national des droits de l'homme » Roueida Al-Hage a salué « l'interaction sérieuse de l'Algérie avec toutes les recommandations onusiennes lors des examens successifs liés aux droits de l'homme », a indiqué un communiqué du Conseil national des droits de l'homme (CNDH). L'Algérie « a suivi activement la mise en œuvre, dans le respect de ses engagements en matière de droits de l'homme au titre de la Charte, de la Déclaration universelle et des instruments internationaux des droits de l'homme et a honoré ses engagements volontaires », a souligné l'intervenante, ajoutant que « les programmes nationaux et les politiques de développement du pays en attestent ». De son côté, le président du Conseil national des droits de l'homme, Abdelmadjid Zaâlani, a précisé que les portes du conseil « sont ouvertes à la société civile dans le cadre de la concertation pour la rédaction des rapports adressés à l'Organisation des Nations unies et aux mécanismes régionaux, ainsi que des consultations qu'il a entamées et qu'il compte pérenniser ».

S. O.

PREMIÈRE INITIATIVE DU GENRE

L'Union des associations des Algériens d'Italie est née

L'Union des associations des Algériens d'Italie regroupant une élite de compétences nationales ainsi que les représentants d'associations algériennes activant depuis des années au sein de la société civile italienne a été lancée officiellement à Rome, a indiqué un communiqué de l'ambassade d'Algérie en Italie. Ont assisté samedi à la cérémonie de lancement de cette initiative première du genre en Europe, l'envoyée spéciale chargée de la Communauté nationale établie à l'étranger, Taous Djellouli Haddadi, qui se trouvait en Italie dans le cadre d'une visite de travail pour s'enquérir de la situation de la communauté, l'ambassadeur Abdelkrim Touahria, la consule générale d'Algérie à Milan, Nassima Hocine, le président de l'Union, Farid Mansouri, le député parlementaire de la communauté algérienne établie à l'étranger, Farès Rahmani ainsi que de nombreuses compétences algériennes établies en Italie, précise-t-on de même source. À cette occasion, l'envoyée spéciale a indiqué que cette initiative était fortement saluée par les hautes autorités du pays qui « lui apportent leur total soutien et encouragent tous les membres de la communauté nationale à l'étranger à s'inspirer de cette expérience pour rassembler et encadrer les compétences afin qu'elles puissent bien représenter la communauté à l'étranger ».

S. O.

CONSEILLER AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Yacine Ould Moussa nommé auprès du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé hier un décret présidentiel portant nomination de Yacine Ould Moussa conseiller auprès du président de la République chargé des affaires économiques, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. "Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce jour, un décret présidentiel portant nomination de Monsieur Yacine Ould Moussa Conseiller auprès du président de la République chargé des affaires économiques", lit-on dans le communiqué.

R. N.

7 MILLIARDS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENT DANS LE PHOSPHATE INTÉGRÉS À L'EST DU PAYS

L'Algérie et la Chine mettent le paquet

En se tournant vers son plus important partenaire traditionnel dans le domaine économique, l'Algérie peut compter sur le géant chinois pour exploiter ses minerais en phosphate dont regorge l'est du pays.

Pour ce faire, les deux partenaires ont signé un pacte pour la création d'une joint-venture, et ont mis sur la table un investissement de près de 7 milliards de dollars. Ce gigantesque projet va générer 6 000 emplois directs et 24 000 autres indirects. On comprend mieux le fort intérêt accordé par le président Tebboune à ce projet. En effet, a annoncé hier Sonatrach dans un communiqué, sa filiale ASMIDAL et l'entreprise MANAL (Spécialisée dans le domaine de la Recherche, Exploration, Développement, Exploitation du domaine minier et la commercialisation de produits miniers) d'une part, et les sociétés chinoises WUHUAN et TIAN'AN d'autre part, ont signé un Pacte d'actionnaires pour la création, d'une SPA de droit algérien, en vue d'entamer les activités préliminaires relatives au développement du projet phosphates intégré dans la wilaya de Tébessa.

Cette nouvelle société dénommée « Algerian Chinese Fertilizers Company (ACFC) » est détenue à 56% des actions par l'Algérie et à 44% par la partie chinoise. Cette société est dotée d'un investissement de l'ordre de sept milliards de dollars. Le projet phosphates intégré (PPI) est le premier projet en son genre en Algérie, notamment dans le domaine de l'exploitation minière et la production d'engrais.

Selon Sonatrach, ce projet entend le développement et l'exploitation du gisement de phosphates sis à Bled El Hadba (Djebel Onk) dans wilaya de Tébessa, la transformation chimique des phosphates à Oued Kébérît, à Souk Ahras, la fabrication des engrais à Hadjar Soud (Skikda), ainsi que des installations à mettre en place au niveau du port d'Annaba. Pour ces der-



nières, il s'agit vraisemblablement de les consacrer à l'exportation. Sonatrach précise ensuite qu'après l'achèvement de ce gigantesque projet, « la société produira à terme 5,4 millions de tonnes d'engrais par an » pour un projet qui « induira un essor socio-économique considérable dans la région Est du pays » en matière de la création des emplois. Ils sont prévus ainsi environ 12 000 emplois à lancer durant la phase de construction et à terme, alors que pour la phase d'exploitation, environ 6 000 emplois directs et 24 000 autres indirects seront générés.

Selon la même source, la sélection des deux partenaires chinois est le fruit d'un appel à manifestation d'intérêt ouvert et lancé par l'Algérie en mai 2021.

L'ALGÉRIE SERA UN IMPORTANT EXPORTATEUR D'ENGRAIS

Le Projet phosphates intégré (PPI) permettra à l'Algérie d'être l'un des principaux pays exportateurs d'engrais et de fertilisants, a indiqué, hier à Alger, le PDG du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, cité par l'APS. "Ce projet permettra à l'Algérie d'être l'un des principaux pays dans le monde dans l'export d'engrais et de fertilisants. Actuellement, l'Algérie produit près de 3

millions de tonnes d'urée. Avec ce projet, l'Algérie produira plus de 6 millions de tonnes de produits phosphatés annuellement", a fait savoir Hakkar dans une allocution à l'occasion de la cérémonie de signature d'un pacte d'actionnaires pour la création, en partenariat algéro-chinois, d'une société par actions de droit algérien pour entamer le développement du PPI. Selon le PDG de Sonatrach, ce projet impliquant les groupes algériens ASMIDAL (filiale de Sonatrach) et Manadjim El Djazair (MANAL) d'une part, et les sociétés chinoises "Wuhuan" et "Tian'an" d'autre part, avec un investissement très important allant jusqu'à 7 milliards de dollars, s'étalera sur 4 wilayas de l'est du pays. Il comprend, également, a-t-il dit, des projets d'infrastructures connexes nécessaires pour accompagner le PPI, estimés à 5 à 6 milliards de dollars. "Ce projet va mobiliser beaucoup de ressources financières, humaines et techniques. Il aura des impacts sociaux et économiques, notamment dans l'est du pays. Il concerne quatre wilayas mais il touchera indirectement jusqu'à sept wilayas", a-t-il détaillé, soulignant que cette signature constitue "une première étape avant un grand travail pour le lancement des travaux".

Farid Guellil

LE RETARD DANS L'IMPORTATION DE VÉHICULES EXPLIQUÉ

Neuf dossiers de concessionnaires faisaient l'objet de réserves

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a expliqué les raisons du retard accusé par l'importation de véhicules neufs. Selon lui, le problème est dû aux réserves émises par le Comité technique concernant les dossiers de demandes d'agrément déposés par les concessionnaires. En réponse aux questions des députés à l'Assemblée populaire nationale, le ministre Zeghdar a expliqué que le comité technique a informé les personnes concernées de ces réserves, afin de soumettre les documents complémentaires requis et compléter l'étude des dossiers.

Le ministre a ajouté que le comité technique a tenu 51 réunions, et 54 dossiers ont été étudiés sur 72 dossiers déposés par les opérateurs économiques, selon la même source. Ahmed Zeghdar a précisé que neuf dossiers faisaient

l'objet de réserves qui ont été notifiées aux concessionnaires, et l'étude des dossiers sera reportée jusqu'à ce que les informations complémentaires demandées soient apportées,

tandis que les dossiers restants ont eu un avis défavorable.

Ahmed Zeghdar a précisé que ces réserves portent sur « les infrastructures nécessaires à l'exercice de cette activité,

telles que les infrastructures d'exposition et de stockage ». Il a également souligné qu'il n'est pas raisonnable d'accorder un agrément pour l'exercice de cette activité commerciale sur

des terres agricoles, et donc les agréments seront accordés dès qu'un avis positif sera émis par le comité technique.

S. Oub

MONDE DU TRAVAIL

L'OIT disposée davantage de coopération avec le CNESE

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed a reçu, à Alger la directrice du Bureau de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, Rania Bikhazi, avec laquelle il a évoqué l'état des relations qui lient les deux institutions, a indiqué hier, le CNESE dans un communiqué. Lors de la rencontre, qui s'est tenue en présence de la vice-présidente du Conseil, Hasna Amina Messaid, les deux responsables ont passé en revue l'état des relations qui lient les deux institutions et examiné les voies et moyens de les renforcer à tra-

vers la signature d'un mémorandum d'entente assorti d'un plan d'action de court et moyen terme, a précisé la même source. Dans ce cadre, le président du conseil a recommandé la mise en place d'un groupe de travail conjoint pour identifier les axes de collaboration et discuter des modalités de leur mise en œuvre avec comme point de mire l'accompagnement du programme du président de la République, a ajouté le communiqué. Pour sa part, la responsable de l'OIT a affiché sa disponibilité à mettre à la disposition du CNESE l'expertise et l'appui technique de son institution, notamment en ce qui a trait aux problématiques du dialogue social, la sécurité sociale, la gou-

vernance du travail, l'emploi vert et la médiation. Dans ce sillage, le CNESE a rappelé qu'un accord de coopération a été signé, en 2012 à Alger, entre l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et Institutions similaires (AICESIS) dont le CNESE est membre, et l'OIT. "Cet accord a été signé par le CNESE d'Algérie qui assurait la présidence en exercice de l'AICESIS et le directeur général de l'OIT, ce qui a donné naissance à un programme de coopération extrêmement dense entre les deux entités, particulièrement en matière de protection et sécurité sociale, de travail décent et des nouveaux métiers", a-t-on souligné de même source.

R. E.

EXPLOITATION AURIFÈRE

79 investisseurs prétendants pour neuf permis miniers

L'Agence nationale des activités minières a reçu 79 offres techniques d'investisseurs intéressés par l'avis d'appel d'offres national et international, lancé le 20 décembre 2021, pour la mise en adjudication de neuf (09) permis miniers pour exploration de l'or dans les wilayas de Tamanrasset et Tindouf. La séance publique d'ouverture des plis s'est déroulée, hier, au siège du ministère de l'Énergie et des Mines en séance publique. Dans le cadre de la première phase relative à l'offre technique, 79 soumissionnaires ont retiré les cahiers de charges auprès de l'ANAM. Un « engouement particulier » a été relevé, lors de cette séance, pour quatre sites situés dans la wilaya de Tamanrasset, à savoir : Isselfane sud1, Isselfane sud2, Timolintine et Seldrar, ainsi que pour le périmètre Akilet Deilelzone B, l'un des sites situés dans la wilaya de Tidouf. Les soumissionnaires retenus pour l'offre technique seront invités le 20 avril prochain à présenter leurs offres financières, au niveau du ministère de l'Énergie et des Mines.

L'ouverture des plis se fera le même jour, dans le lieu de dépôt, en séance publique et en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants mandatés, précise l'ANAM. Le président du Comité de direction de l'ANAM, Smaïl El-Djouzi, qui a présidé la séance, a assuré que les « portes de l'Agence sont grandes ouvertes pour les intéressés par l'investissement dans le domaine minier dans le grand Sud », avant de poursuivre : « L'ANAM a pour ambition de relancer les activités minières dans les régions du grand sud algérien afin de créer des postes de travail au profit de la population locale et de participer ainsi à la relance de l'économie nationale ».

R. E.

LITTORAL D'EL MARSA (ALGER)

Recherches en cours d'une personne portée disparue

Les recherches se poursuivent pour le 2e jour consécutif en vue de retrouver une personne portée disparue au lieu-dit "la carrière" sur le littoral de la commune d'El Marsa à Alger, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Protection civile. À cet effet, 15 plongeurs de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beida poursuivent, pour le 2e jour consécutif, les recherches au lieu-dit "la carrière" sur le littoral de la commune d'El Marsa, en vue de retrouver une personne portée disparue suite à un signalement, a indiqué la même source, ajoutant que l'appel de secours a été lancé après que des citoyens aient trouvé un matériel de pêche et des vêtements appartenant à la personne portée disparue. Aussitôt l'appel de secours lancé, les équipes d'intervention ont lancé l'opération de recherche, d'abord entre les rochers, avant de l'étendre en milieu marin, a indiqué le communiqué de la Protection civile. L'opération de recherche se poursuit toujours à travers la mobilisation de deux canots semi pneumatiques, en dépit de la difficulté de l'intervention, en raison des conditions météorologiques et du risque de heurter des rochers, ajoute le communiqué.

SANS SALAIRE DEPUIS HUIT MOIS

Oran : les travailleurs de « Construct-Ouest » en sit-in permanent

Après huit mois sans salaire, la majorité des employés des chantiers de la société "Construct Ouest" sont en arrêt de travail et tiennent, depuis une semaine, un sit-in permanent devant le siège de leur direction générale dans le quartier d'Esseddikia.



PH : DR

En effet, cela fait une semaine que de nombreux travailleurs de cette entreprise venus d'Oran, de Sig, de Mostaganem et de Relizane, se rassemblent devant le siège de la direction générale pour revendiquer le paiement de leurs salaires qu'ils attendent depuis huit mois. Ces derniers que nous avons rencontrés ne peuvent plus subvenir aux besoins de leurs familles. Ils affirment ne plus pouvoir même faire des achats à crédit chez les commerçants. Certains, dépités et à bout de nerfs ont même attenté à leur vie. Ils ne peuvent plus faire face aux dépenses du loyer, des factures de consommation ou d'électricité. Certains ont même été contraints au divorce et se retrouvent aujourd'hui sous le coup d'injonctions de versement de pension alimentaire qu'ils ne peuvent pas honorer. « Nous vivons une situation intenable », ont indiqué des agents rencontrés sur

les lieux. L'entreprise fait face à une situation difficile. Actuellement, le ballet des huissiers de justice qui se déplacent dans les chantiers pour appliquer des saisies décidées par la justice pour honorer les dettes des créanciers ou encore l'arrêt prolongé des cinq carrières d'agrégat, inquiètent sérieusement les travailleurs qui voient le patrimoine de l'entreprise partir en fumée. Pour connaître les raisons de cette situation nous avons pris attache avec le secrétaire général du syndicat de l'entreprise, qui reconnaît que la société fait face à des difficultés financières qui ont conduit à la cessation de paiement des salaires des 1300 employés que comptent ses effectifs. « Exiger le versement des salaires est un droit garanti par la constitution, mais cela dépasse la direction générale qui a hérité d'une situation négative qui remonte

à 2014 et qui résulte de la décision N° 11/ 141 du 24 juillet 2014, du conseil de participation de l'Etat (CPE), de fusionner plusieurs entreprises du bâtiment. Ces dernières, implantées dans plusieurs localités de la région ouest du pays étaient déjà en situation de faillite et endettées. C'est vrai que l'État avait, dans le cadre de la fusion épongé les dettes fiscales et parafiscales, mais ce n'était pas suffisant car l'ancienne société et celles qui lui étaient rattachées, avaient de grosses dettes à honorer aux sous-traitants privés et aux anciens maîtres d'ouvrages qui lui avaient confié la réalisation de plusieurs projets et qui avaient même versé des avances sur les travaux à réaliser. Ces avances ont été consommées sans que les projets ne voient le jour. Cela est le

résultat d'une mauvaise gestion pour laquelle les anciens gestionnaires n'ont rendu aucun compte. Actuellement, la nouvelle direction subit ce lourd passif et les travailleurs sont en train d'en payer le prix», a-t-il indiqué. Plus explicite, il dira : « les 40 entreprises, à travers le territoire national, qui ont été fusionnées dans le cadre de la décision citée plus haut, souffrent du même problème. Les salaires des travailleurs ne sont plus versés au niveau de cinq régions du pays. « Construct-Ouest », « Construct-Est », « ERLEK » pour le centre, « SOBATI » pour le sud ouest, et une unité pour le sud est, vivent la même situation et certains travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires depuis 30 mois. Pour sauver ces entreprises, nous avons soumis, en 2017, au Conseil de participation de l'État, un projet de restructuration des cinq entreprises. Récemment nous avons

transmis à la tutelle un dossier comportant l'état des salaires impayés et l'étude de restructuration. L'étude de ce dossier qui était prévue pour le 19 février dernier a été reportée à plusieurs reprises et à ce jour nous ne savons pas quand nous aurons une réponse. Ces reports inexplicables mettent en péril l'existence de notre société, car entre-temps, son matériel est saisi pour le paiement des dettes », dira-t-il. Concernant les cinq carrières d'agrégats, notre interlocuteur a tenu à expliquer que, « pour sauver la société il existe une solution à prendre en urgence. Le matériel des carrières est vétuste. Le ministère doit nous autoriser l'exploitation en partenariat avec d'autres opérateurs. Nous disposons d'une licence d'exploitation d'un gisement. C'est un atout, le partenaire n'a qu'à ramener le matériel de concassage et un appui financier pour faire démarrer l'activité». L'autre solution préconisée par le représentant syndical est la réalisation d'ensembles immobiliers promotionnels sur les terrains affectés à l'entreprise depuis quelques années. « Notre entreprise dispose de parcelles de terrains à bâtir à Oran. Nous avons un agrément N° 3105M140107, du 20/12/2015, signé par l'ex-ministre de l'Habitat, Tebboune. On a proposé la construction de cités promotionnelles, mais pour des raisons que nous ignorons, on a rejeté cette proposition. Nous attendons une décision salutaire des autorités centrales pour sauver notre entreprise », soulignera-t-il.

Slimane B.

ALGER

De l'eau à flot pendant le Ramadhan

Le directeur général de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), Lyes Mihoubi, annonce la distribution de 100.000 mètres cubes d'eau supplémentaires par jour dans la capitale durant le mois de Ramadhan. Invité du Forum de la Radio nationale, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, Mihoubi a indiqué lundi que les quantités d'eau distribuées durant le mois de Ramadhan par jour passeront de 750.000 mètres cubes à 850.000 mètres cubes, ce qui permettra, a-t-il dit, de répondre aux besoins et d'assurer l'alimentation continue et égale de toutes les communes de la capitale. Selon le même responsable, l'amélioration du niveau de remplissage des barrages alimentant la capitale, Boumerdès, Tipasa, Tizi-Ouzou et Blida, enregistrée en novembre et octobre 2021, a permis d'optimiser les capacités de production des wilayas d'Alger et de Tipasa et d'adapter le programme de distribution aux besoins des citoyens pour la prochaine période.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE PRODUCTION EN PRÉVISION DE L'ÉTÉ

Concernant la couverture de la prochaine saison estivale, Mihoubi a fait savoir que la société entendait renforcer les capacités de production pour atteindre 950 000 mètres cubes par jour,

après la mise en service des stations de dessalement d'eau de mer, notamment celle de Bateau cassé et d'El-Marsa. Au cours des six premiers mois de 2021, la SEAAL avait enregistré une production de 1,2 million de mètres cubes dans la capitale, 60% provenant des eaux de surface (barrages), 20% des eaux souterraines (puits) et 20% des stations de dessalement. En cas de sécheresse, la société a mis en place une stratégie prévoyant un programme de distribution de 750.000 mètres cubes par jour, la mise en place d'un programme d'urgence pour la réalisation de 217 puits artésiens et le renforcement des capacités de production dans le cadre des stations de dessalement d'eau de mer.

PLUSIEURS STATIONS DE DESSALEMENT MISES EN SERVICE D'ICI SEPTEMBRE 2022

Il s'agit, selon l'intervenant de la radio, de la station de Bateau Cassé (Alger) d'une capacité de 10.000 mètres cubes, la station d'El Marsa (Alger) d'une capacité de 60 000 mètres cubes qui sera prête début juillet prochain, la station de Corso (Boumerdès) d'une capacité de 80 000 mètres cubes ainsi que la station de Bousmail (Tipaza). Le secteur a également pour objectif de réaliser deux stations dans les régions Est et Ouest de la capitale, avec une capacité de produc-

tion de 300.000 mètres cubes chacune. Ces programmes permettront de passer de 60% à 21% de dépendance aux eaux de surface, tout en œuvrant à la réduire à 10% en comptant sur les sources d'eau permanentes (stations de traitement de l'eau de mer et d'épuration des eaux usées). Concernant la pression de l'eau qui n'atteint pas les étages supérieurs de certains édifices, notamment dans les grandes villes, Mihoubi a rappelé que la loi fait obligation à la société SEAAL d'assurer la distribution de l'eau jusqu'au cinquième étage. Les entreprises chargées de la réalisation des projets urbanistiques sont, donc, tenues d'installer des bâches à eau au niveau des édifices ou des quartiers. Ce dossier a été pris en

considération dans le cadre des commissions interministérielles entre le secteur des ressources en eau et autres secteurs pour remédier à la situation dans certaines agglomérations. SEAAL exploite ses expertises pour redoubler d'efforts et augmenter la pression dans certains quartiers à travers les opérations de programmation, ce qui a permis d'améliorer sensiblement l'approvisionnement en eau. Concernant la qualité de l'eau potable destinée à la consommation, Mihoubi a fait savoir que SEAAL effectue 110 000 analyses par an (stations de production, réservoirs et robinets d'eau des usagers) pour une eau de qualité.

Ania Nch

POINT COVID-19

11 nouveaux cas, 9 guérisons et un seul décès

O nze (11) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 9 guérisons et un seul décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265 573, celui des décès à 6 873, alors que le nombre des patients guéris est passé à 178 207 cas. Par ailleurs, 6 patients sont actuellement en soins intensifs, note la même source, ajoutant que 6 wilayas ont enregistré de 1 à 9 cas alors que 42 autres n'ont enregistré aucun cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

BIRMANIE

Washington qualifie de "génocide" les violences contre les Rohingyas

Les Etats-Unis ont pour la première fois lundi déclaré officiellement que des Rohingyas avaient été victime d'un "génocide" perpétré par l'armée birmane, disant détenir des preuves d'une volonté de "détruire" cette minorité musulmane en 2016 et 2017.

"J'ai établi que des membres de l'armée birmane ont commis un génocide et des crimes contre l'humanité contre les Rohingyas en 2016 et 2017", a déclaré à Washington le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken. Il a précisé qu'il s'agit de la huitième fois depuis l'Holocauste que les Etats-Unis reconnaissent officiellement l'existence d'un génocide. Une procédure est en cours devant la Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction des Nations unies, pour déterminer si le pouvoir birman s'est rendu coupable d'un tel crime. Une série de preuves issues "de sources indépendantes et impartiales", notamment d'ONG, "en plus de notre propre recherche" montrent "une intention de détruire les Rohingyas, en totalité ou en partie", a estimé M. Blinken. "Les intentions de l'armée allaient au-delà du nettoyage ethnique, jusqu'à une véritable destruction" de cette minorité, selon lui.

Il a notamment cité un rapport de la diplomatie américaine datant de 2018, focalisé sur deux périodes, débutant en octobre 2016 et en août 2017. En septembre 2017, par exemple, les soldats birmans "rasaient des villages, tuaient, torturaient, violaient hommes, femmes et enfants", a-t-il énuméré. Il a estimé que les attaques de 2016 "ont forcé environ 100.000" membres de cette minorité musulmane à fuir la Birmanie pour le Bangladesh, et que les attaques de 2017 "ont tué plus de 9.000 Rohingyas et forcé plus de 740.000 d'entre eux à trouver refuge" dans ce pays voisin. "Les attaques contre les Rohingyas étaient généralisées et systéma-



tiques, ce qui est essentiel pour qualifier des crimes contre l'humanité", a expliqué M. Blinken.

"UNE LUMIERE"

L'initiative américaine, attendue depuis dimanche, a été accueillie avec prudence par des militants rohingyas. "Cela aurait dû être fait depuis longtemps, toutefois je pense que la décision américaine va aider le processus devant la CIJ pour les Rohingyas", a estimé un réfugié dans l'un des camps où vivent les personnes déplacées par la crise, près de Sittwe, capitale de l'Etat Rakhine. Thin Thin Hlaing, une militante pour les droits des Rohingyas, a également salué la décision américaine. "J'ai le sentiment de vivre dans un blackout, mais à présent nous voyons une lumière parce qu'ils reconnaissent notre souffrance", a-t-elle déclaré à l'AFP.

Environ 850.000 Rohingyas se trouvent dans des camps au Bangladesh et 600.000 autres sont demeurés dans l'Etat Rakhine en Birmanie. "C'est bien de voir l'administration effectuer ce pas tant attendu pour demander des comptes à ce régime brutal", a tweeté de son côté dimanche soir le sénateur américain de l'Oregon Jeff Merkley.

PAS DE NOUVELLES SANCTIONS

Le chef de la diplomatie américaine n'a pas accompagné cette reconnaissance de nouvelles sanctions contre la Birmanie. Les Etats-Unis ont déjà imposé une série de sanctions aux dirigeants birmans et, à l'instar d'autres pays occidentaux, restreignent depuis longtemps leurs exportations d'armes pour les militaires birmans, lesquels ont été accusés avant même le coup d'Etat militaire du 1er février 2021 de crimes contre l'humanité pour leurs exactions envers les Rohingyas.

Le dossier ouvert contre la Birmanie devant la CIJ à la suite d'une requête de la Gambie en 2019 a été compliqué par le putsch qui a renversé la dirigeante civile Aung San Suu Kyi et son gouvernement, déclenchant des manifestations de masse et une répression sanglante. Le 15 mars, un rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme portant sur la période ayant suivi le putsch a accusé l'armée birmane de possibles crimes contre l'humanité et crimes de guerre depuis le coup d'Etat et appelé la communauté internationale à prendre immédiatement des mesures.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Les Etats-Unis prêts à des "décisions difficiles" pour sauver l'accord

Les Etats-Unis ont affirmé lundi être "prêts à prendre des décisions difficiles" pour sauver l'accord visant à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, tout en soulignant qu'ils se préparaient aussi à un éventuel échec des négociations. Selon une source proche du dossier, Téhéran exige le retrait des Gardiens de la révolution -- l'armée idéologique de la République islamique iranienne -- de la liste noire américaine des "organisations terroristes étrangères", et cette demande est l'un des tout derniers obstacles à un compromis pour ressusciter cet accord de 2015. Interrogé à ce sujet, le porte-parole de la diplomatie américaine Ned Price a refusé de détailler "quelles sanctions nous sommes prêts ou non à lever". Mais "nous sommes prêts à prendre des décisions difficiles pour ramener le programme nucléaire iranien dans ses limites" instaurées par l'accord de 2015, a-t-il assuré. L'accord sur le nucléaire iranien avait permis la levée des sanctions économiques contre l'Iran en échange de restrictions claires

à ses activités nucléaires pour assurer, sous supervision internationale, qu'elles restent strictement civiles et pacifiques. Mais sous la présidence de Donald Trump, qui le trouvait insuffisant, les Etats-Unis ont quitté l'accord en 2018 et rétabli leurs sanctions. En riposte, Téhéran s'est affranchi des limites-clés à son programme atomique. Depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche l'an dernier, des négociations sont en cours à Vienne pour sauver cet accord, en levant des sanctions américaines contre un retour iranien dans les clous du texte. "Il y a eu des progrès significatifs ces dernières semaines, mais je veux dire clairement qu'un accord n'est ni imminent ni certain", a dit Ned Price. "Nous nous préparons de la même manière à tous les scénarios, avec ou sans retour mutuel à un respect total" de l'accord, a-t-il prévenu. "Le président Biden s'est engagé à ce que l'Iran, tant qu'il sera au pouvoir, ne soit pas autorisé à détenir une arme nucléaire, et cet engagement est réel et solide, que ce soit avec l'accord ou sans accord. Ned Price a précisé

que le négociateur américain Rob Malley n'avait pas encore regagné Vienne depuis la pause décidée il y a dix jours dans les pourparlers. "Par le passé, nous avons constaté que les négociateurs iraniens

avaient l'habitude de prendre une pause pendant les fêtes de Norouz", le Nouvel An iranien célébré dimanche, a ajouté le porte-parole sans pouvoir dire quand les discussions reprendraient.

NICARAGUA

L'opposante Cristiana Chamorro condamnée à huit ans de prison

La principale opposante au Nicaragua, Cristiana Chamorro, a été condamnée lundi à huit ans de prison: elle pensait vaincre Daniel Ortega lors de l'élection présidentielle de novembre 2021 mais elle a été arrêtée six mois avant et placée en détention à domicile sur ordre de la justice nicaraguayenne. Reconnue coupable le 12 mars de blanchiment d'argent et détournement de fonds, Mme Chamorro, 68 ans, restera en résidence surveillée, selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh). Les accusations portées par le gouvernement du président Daniel Ortega l'avaient empêchée de participer à la présidentielle de novembre pour laquelle elle était donnée favorite par des sondages. Selon le tribunal, qui l'a jugée à huis clos pendant sept jours dans l'enceinte de la sinistre prison d'El Chipote, les faits reprochés ont été commis par l'intermédiaire de la Fondation Violeta Barrios de Chamorro (FVBCH), un centre de formation et de défense de la liberté de la presse que Cristiana Chamorro a dirigé pendant

vingt ans. La fondation servait à recevoir de l'argent de l'étranger destiné à déstabiliser le gouvernement de Daniel Ortega et de sa vice-présidente et épouse Rosario Murillo, selon le parquet.

Le frère de Mme Chamorro, Pedro Joaquin Chamorro, également reconnu coupable a été condamné à neuf ans de prison, qu'il devra purger à la prison d'El Chipote où il est détenu depuis son arrestation. Des peines allant jusqu'à 13 ans de prison ont été infligées à deux anciens employés de la FVBCH, ainsi qu'au chauffeur de Mme Chamorro. Des "amendes (se montant à) des millions" ont été imposées à l'opposante et à ses trois anciens employés. Elles sont "impossibles à payer" et si celles-ci "sont commuées en peines de prison cela équivaudrait à la détention perpétuelle", relève le Cenidh. Arrêtée le 2 juin 2021, Cristiana Chamorro a rejeté les accusations en assurant que le dossier a été monté contre elle pour avoir tenté de "servir les Nicaraguayens" en se présentant à l'élection présidentielle.

SUÈDE

Deux morts dans une attaque dans un lycée, un élève interpellé

Deux femmes sont décédées dans une attaque à l'arme blanche commise lundi dans un lycée à Malmö en Suède, pour laquelle un élève de 18 ans a été arrêté, a annoncé la police suédoise. Les deux femmes, âgées d'une cinquantaine d'années, "étaient des employées de l'école" Malmö Latin, un lycée du centre de la troisième ville du pays, a précisé la police dans un communiqué. Selon les médias locaux, l'auteur présumé des meurtres a lui-même contacté le numéro d'urgence pour dire où il se trouvait, qu'il avait posé son arme et qu'il reconnaissait avoir tué deux personnes. Selon plusieurs médias suédois, il était armé d'un couteau et d'une hache. L'interpellation s'est faite sans difficulté peu après l'arrivée d'une première patrouille, selon le récit de la police. Plus tôt dans la soirée, un premier bilan avait fait état de deux blessés parmi la cinquantaine de personnes se trouvant dans l'établissement au moment des faits.

Les deux victimes "ont été conduites à l'hôpital mais leurs vies n'ont pas pu être sauvées", ont expliqué les autorités. Alertée vers 17H15 locales (16H15 GMT), la police avait dépêché d'importants moyens et une première patrouille avait pu entrer dans l'établissement. Des images montrent des policiers lourdement équipés et armés inspecter l'intérieur du bâtiment.

Après des premières informations faisant état de cris dans l'établissement, "nous avons eu plus d'informations suggérant qu'un crime grave était en train d'être commis avec des actes de violence à l'intérieur de l'école", avait expliqué à l'AFP un porte-parole de la police, Nils Norling. "La première patrouille de police sur place a pu arriver dans l'école et arrêter un suspect mâle. Ils ont également pu voir qu'il y avait deux blessés à l'intérieur du lycée", a-t-il relaté devant l'établissement.

Aucun mobile n'a été établi ni même évoqué. Après avoir longuement inspecté les lieux et interrogé des témoins, les autorités sont convaincues que le suspect a agi seul.

LES VERTS AFFÛTENT LEURS ARMES À MALABO

LES VERTS AFFÛTENT LEURS ARMES À MALABO

Mahrez montre la voie à ses coéquipiers

Les joueurs de la sélection algérienne affûtent leurs armes à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale qu'ils ont rallié avant-hier, mais qu'ils vont quitter demain pour rejoindre Douala où les attend la première manche de la double confrontation contre le Cameroun pour le compte des barrages du Mondial-2022.

PHS: DG



Lil faut dire que, selon les échos qui nous proviennent de Malabo, que tout se déroule comme prévu par l'entraîneur Djamel Belmadi qui a choisi de préparer le match aller de vendredi (18h00, heure algérienne) en Guinée équatoriale pour éviter à ses capés la pression et aussi et surtout s'acclimater avec les conditions climatiques de Douala.

En tout et pour tout, les Verts auront à effectuer quatre séances d'entraînement pendant leur séjour dans la capitale de la Guinée équatoriale, dont deux hier et deux autres aujourd'hui. Les 24 joueurs convoqués pour cette double confrontation

sont tous animés d'un réel désir pour relever le défi et surtout se racheter de leur dernière déconvenue en Coupe d'Afrique des nations survenue à Douala même. Belmadi l'a d'ailleurs même dit à son arrivée à Malabo, en annonçant la couleur : «Certes nous gardons un mauvais souvenir de Douala où nous sommes passés à côté de la plaque lors de la dernière CAN, mais une nouvelle chance nous est donnée en retournant dans cette ville pour sonner notre résurrection», a-t-il promis. Même note de cloche chez le capitaine des Verts, Riyad Mahrez, qui arrive en sélection en très belle forme après avoir conforté son statut de meilleur buteur de Manchester City,

toutes compétitions confondues. «On ne va pas focaliser ni sur l'état du terrain du stade Japoma qui a été un véritable handicap lors de la CAN, ni sur les conditions climatiques, ni l'arbitrage. On va tout donner sur le terrain, car le plus important c'est d'être en forme le jour j», a-t-il conseillé à ses camarades.

La star de Manchester City a, en outre, mis en relief l'importance d'un résultat positif lors de cette première manche entre les deux sélections. «On ira à Douala pour chercher une victoire, mais un nul serait aussi un résultat positif avant quelques jours de la manche retour qu'on jouera chez nous à Blida», a-t-il encore dit.

Hakim S.

TOUT EN VANTANT LA QUALITÉ DES NOUVELLES INSTALLATIONS SPORTIVES D'ORAN Le CIJM donne son OK pour décaler de 24 heures la cérémonie de clôture des JM

Le Comité exécutif du Comité international des jeux méditerranéen (CIJM) a officiellement accepté la demande du Comité d'Organisation de la prochaine édition des JM, prévue l'été prochain à Oran, et du ministère de la Jeunesse et des Sports d'Algérie pour que la cérémonie de clôture des Jeux soit décalée de 24 heures pour avoir lieu le 6 juillet 2022. La date initiale choisie pour tenir cette cérémonie, à savoir le 5 juillet, coïncide avec la fête nationale de l'indépendance du pays, a fait savoir le CIJM via un communiqué publié sur son site officiel.

Cela va permettre aux officiels algériens, ainsi que les différents ambassadeurs des pays engagés dans la manifestation de marquer par leur présence cette cérémonie après avoir assisté la veille aux festivités officielles célébrant le 60e anniversaire du recouvrement de l'indépendance, comme souhaité par les pouvoirs publics algériens.

Par ailleurs, le CIJM est revenu, dans son communiqué, à sa dernière réunion tenue à Oran il y a de cela une dizaine de jours, au cours de



laquelle, les membres de cette instance on eu droit à un aperçu du progrès des préparatifs de la ville, en vue de l'ouverture des Jeux prévus désormais du 25 juin au 6 juillet 2022. À cette occasion, le président de la Commission de Coordination, M. Bernard Amsalem, a présenté en détail le fonctionnement du Comité d'organisation et le rapport de ses collaborateurs sur les actions individuelles pour le bon déroulement des Jeux. Il a été constaté que le rythme s'est décidément accéléré, aboutissant à l'achèvement des travaux sur les

installations sportives et le Village méditerranéen, qui est déjà prêt à accueillir ses quelque 5.000 résidents pendant les Jeux, se réjouissent. Le complexe olympique d'Oran avec le stade Olympique, le centre sportif couvert et les piscines, le centre de tir et le centre polyvalent d'arts martiaux et de sports collectifs, sont impressionnants, a-t-on encore noté de même source, soulignant que tout "est construit sur la base des dernières technologies et des normes architecturales modernes et fonctionne sur la base de l'énergie verte". Le

programme sportif des Jeux et l'augmentation des compétitions d'athlétisme, l'aménagement des dates pour la natation et le water-polo ainsi que l'amélioration du programme de tir à l'arc ont également été discutés, a-t-on poursuivi.

Lors de la réunion, il a été annoncé que la Fédération mondiale de lutte a inclus les Jeux méditerranéens dans le système de classement mondial qui donne aux athlètes des points pour se qualifier aux Jeux olympiques de 2024. Cela signifie que lors du RDV d'Oran, les meilleurs lutteurs de chaque pays méditerranéen auront la possibilité de marquer des points supplémentaires dans leur effort pour obtenir des points afin de se qualifier aux JO de Paris 2024. En outre, et en vue de l'organisation des "Tests événements" en mai prochain, le Comité d'organisation, lors d'une réunion spéciale qui a suivi les travaux du Comité exécutif du CIJM, a exprimé "l'engagement de tout le pays pour la réussite de l'organisation des Jeux et l'assurance que les échéanciers seront respectés", a-t-on indiqué.

H. S.

OUSMANE MANÉ SÉLECTIONNEUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE RUGBY :

« Le stage de Toulouse est bénéfique »

L'entraîneur de la sélection algérienne de rugby à 15, le Franco-sénégalais Ousmane Mané (seniors), s'est dit "satisfait" du travail réalisé lors du stage organisé dans la ville française de Toulouse, ponctué samedi par une victoire en match amical face à la Côte d'Ivoire (38-13), en prévision de la participation au Rugby Africa Cup 2022, qualificative à la Coupe du monde 2023 en France.



PH. J. ST.

"Nous avons réussi une très belle victoire face à la sélection ivoirienne, ponctuant notre stage de préparation, très bénéfique, qui a duré cinq jours (16-20 mars). Les staffs technique et médical ont travaillé en étroite collaboration. La victoire est importante face à la Côte d'Ivoire qui est classée parmi les quatre meilleures formations africaines ayant déjà battu la Namibie, considéré comme le favori pour le sacre africain et du coup la qualification au Mondial de France", a déclaré Mané à l'APS. L'entraîneur de la sélection algérienne de rugby a profité de ce cycle de préparation pour tourner son

effectif, composé de 30 joueurs dont 26 ont été incorporés lors du match amical face à la Côte d'Ivoire, soulignant que "cette victoire dont je suis fier constitue une motivation morale pour les Algériens.". R u g b y Africa en coordination avec le Comité d'Organisation de la Coupe du monde 2023 en France, organise la Rugby Africa Cup 2022 du 1er au 10 juillet dans les villes de Marseille et Aix-en-Provence (Sud de la France), avec la participation des huit meilleures équipes africaines : Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Namibie, Ouganda, Sénégal et Zimbabwe. Concernant le programme de préparation tracé en vue du rendez-vous africain, le sélectionneur national compte organiser un autre stage le mois de juin prochain, quelques jours seulement avant de prendre le départ vers les villes de Marseille et Aix-en-Provence (Sud de la France) qui organisent la Rugby Africa Cup 2022 (1er au 10 juillet). "Nous allons prendre part au rendez-vous africain en étant le petit poucet (90e mondial), alors que des équipes comme la Namibie occupe la 24e place mondiale, ce qui est énorme, et la différence est très grande. Nous allons continuer à

travailler dans la plus grande sérénité pour s'aguerir davantage et atteindre le degré de préparation requis le mois de juillet prochain afin de jouer les premiers rôles et dire notre mot dans cette compétition africaine.", a-t-il dit. Sous la conduite de l'ex entraîneur national, Boumédiène Allam, l'Algérie avait décroché sa qualification à la Rugby Africa Cup 2022 en juillet dernier, lors du tournoi de Kampala (Ouganda), en occupant la 2e place du troisième groupe avec 5 points, derrière le leader, l'Ouganda (6 points), et devant le Ghana (4 points), éliminé de la compétition. L'équipe algérienne débutera la compétition continentale, qui regroupe les huit meilleures équipes dans le continent, en affrontant le Sénégal en quart de finale. En cas de victoire, les Verts affronteront le vainqueur du match Ouganda-Kenya, pour le compte des demi-finales. A signaler que World Rugby a abandonné fin 2019 l'ancienne formule de la Coupe d'Afrique des nations, constituée auparavant de trois paliers (Bronze Cup, Silver Cup et Golden Cup) avant d'adopter en 2020 une nouvelle formule à laquelle prennent part 16 pays.

AVIRON / RÉGATE INTERNATIONALE DU LAC DE TUNIS

L'Algérie termine deuxième, avec 7 médailles

La sélection algérienne (messieurs/dames) d'aviron a décroché la deuxième place au classement général de la 14e édition de la Régate Internationale du Lac de Tunis, avec un total de sept médailles : trois or, deux argent et deux bronze. La régata a été remportée par le pays hôte, la Tunisie, avec un total de 17 médailles (6 or, 7 argent et 4 bronze), au moment où le Niger a complété le podium, avec une seule médaille en or. Pour sa part, la sélection du Soudan a terminé au pied du podium, avec une seule médaille, en argent, alors que la Libye s'est contentée de la cinquième place, avec 3 médailles de bronze. Les médailles d'or algériennes ont été glanées par Zouad Abdenour, en Skiff (Senior/messieurs), Benchadli Nihad, en Skiff poids léger (U23/dames) et Boudjemaâ Chems-Eddine, en Skiff poids léger (U23/messieurs). Pour ce qui est des médailles d'argent, elles ont été l'œuvre de Rachha Hind Manseri, en Skiff (U23ans/dame) et Djouimâ Abderraouf, en Skiff poids léger (Seniors/messieurs). Enfin, les deux médailles de bronze ont été décrochées par Belhadj Mohamed Boucif, en Skiff poids léger (Seniors/messieurs) et Benaddou Hanane, en Skiff (U23/dames). Dirigée par l'entraîneur Riad Garidi, la sélection algérienne a participé à cette régata avec un total de neuf rameurs (4 messieurs et 5 dames), sélectionnés juste avant le départ à Tunis, parmi un groupe élargi de 11 rameurs, qui s'étaient regroupés pendant huit jours, au Barrage de Béni Haroun, dans la Wilaya de Mila. Avec cinq athlètes sélectionnés parmi les neuf, le Club Sportif Universitaire d'Oran (CSUO) était le mieux représenté, alors que les quatre autres rameurs étaient issus de différentes équipes, dont la sélection nationale militaire, représentée par Djouimâ Abderraouf.

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Paradou AC - MC Alger le lundi 28 mars, à 15h00

Le derby algérois Paradou AC - MC Alger a été programmé le lundi 28 mars courant, à 15h00, pour le compte de la 23e journée de Ligue 1, suivant le programme de compétition, dévoilé lundi par la Ligue de football professionnel (LFP). Une chaude empoignade entre voisins, qui promet énormément, car outre le cachet derby, ce duel oppo-

sera le troisième et le dauphin de la Ligue 1, avec la possibilité en cas de victoire de recoller un peu plus au leader, le CR Belouizdad. Un deuxième duel décisif pour "Le Doyen" en l'espace de seulement cinq jours, car il aura commencé par défier ce même CR Belouizdad, le mercredi 23 mars courant, pour la mise à jour de la 18e journée de Ligue 1. Deux

matchs à six points donc pour les Vert et Rouge, qui pourraient jouer un rôle déterminant dans la suite du parcours, particulièrement dans la conquête du titre. La 23e journée de Ligue 1 sera marquée par d'autres duels intéressants, dont un autre derby algérois, entre NA Hussein-Dey et le CR Belouizdad, programmé pour le dimanche 27 mars, à 15h00.

ASO CHLEF

Quatre matchs de suspension pour Bengrina

Le milieu offensif de l'ASO Chlef, Mohamed Hacene Bengrina a écopé de quatre matchs de suspension, dont un avec sursis, pour "insultes envers officiel de match", samedi dernier, lors de la victoire de son équipe (2-0) contre le RC Arbaâ, pour le compte de la 22e journée de Ligue 1. "La sanction de Bengrina (26 ans) est rehaussée d'une amende de 40.000 DA" a encore précisé mardi la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (CD/LFP). Côté RC Arbaâ, c'est le joueur Raït Mohamed Billel qui a écopé d'un match de suspension ferme, pour contestation de décision, en plus 30.000 DA, alors que son équipe a écopé d'une sanction financière de l'ordre de 200.000 DA, pour absence de l'entraîneur en chef sur la main courante. La CD de la LFP a prononcé d'autres sanctions lors de sa dernière session, notamment, un suspension de deux matchs fermes à l'encontre de Houssein Bahraoui (WA Tlemcen), pour faute grave, lors de la défaite de son équipe à domicile contre le Paradou AC (1-3), également pour le compte de la 22e journée de Ligue 1. Côté Paradou, c'est le club qui a été mis à l'amende, pour absence de l'entraîneur en chef sur la main courante, écopant ainsi d'une sanction financière de l'ordre de 200.000 DA. Enfin, le meneur de jeu de l'USM Alger, Brahim Benzaza n'a écopé que d'un seul match de suspension, après avoir été exclu pour cumul de cartons à Relizane.

CAMEROUN

Le gardien de but Onana victime d'un accident de circulation

Le gardien de but du Cameroun André Onana a été victime d'un sérieux accident de la route du côté de Yaoundé, lundi, alors qu'il était en route pour rejoindre ses coéquipiers en stage de préparation du match face à l'Algérie, prévu vendredi (18h00), au stade Japoma à Yaoundé, pour le compte des barrages (aller) de la coupe du monde de football (Qatar-2022), rapporte mardi le site Cam-foot.com. "Onana, gardien de but de l'Ajax, a été victime d'un accident de la route entre Yaoundé et Douala. Les images relayées par les réseaux sociaux témoignent de la violence de la collision. André Onana va bien, ce qui ne semble donc pas remettre sa participation en cause", a indiqué la même source, qui assure que le sélectionneur des Lions Indomptables, Rigobert Song pourra compter sur son gardien titulaire. Trois véhicules ont vraisemblablement été impliqués dans cet accident qui a fait de sérieux dégâts matériels. Onana, futur gardien de l'Inter (25 ans, 27 sélections), récent médaillé de bronze à la CAN, en serait sorti indemne et aurait rapidement repris la route. Pour le match du vendredi, Rigobert Song espère pouvoir compter sur ses tauliers, lui qui va déjà devoir se passer des services de Franck Zambo Anguissa, le milieu de terrain de Naples blessé le week-end dernier.

CAF

Plusieurs sujets au menu de la réunion du comité exécutif

Le Comité Exécutif de la Confédération Africaine de football tiendra une réunion virtuelle le mercredi 23 mars pour traiter de plusieurs sujets, indique l'instance dirigeante sur son site officiel. La réunion sera présidée par le président Dr Patrice Motsepe et discutera de divers sujets, y compris les prochains événements et compétitions de la CAF, précise la même source. Parmi les compétitions qui seront discutées : les barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 prévus les 25 et 29 mars 2022, le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) Algérie 2022, la Coupe d'Afrique des nations Côte d'Ivoire 2023, les Coupes d'Afrique (U17, U20) ainsi que les compétitions interclubs de la CAF (Ligue des champions et coupe de la Confédération).

TUNISIE

Khazri et Bronn forfaits

L'attaquant international tunisien Wahbi Khazi (AS Saint Etienne) et son compatriote le défenseur central Dylan Bronn (FC Metz), tous deux blessés, ont déclaré forfait pour la double confrontation de la Tunisie face au Mali, prévue le 25 mars à Bamako et le 29 du même mois à Radès, pour le compte des barrages qualificatifs au Mondial-2022, a annoncé la Fédération tunisienne de football. Ces deux joueurs n'ont pas rejoint leur coéquipiers au lieu du stade des Aigles de Carthage à Tunis. Les noms de leurs remplaçants n'ont pas été communiqués. C'est aussi le cas de l'entraîneur argentin. Arrivé sur le banc parisien à l'hiver 2020 après le départ de Thomas Tuchel, Pochettino devait relancer la machine. Mais finalement, son bilan au PSG est loin d'être une réussite. L'année dernière, le club de la capitale a perdu le titre au profit du LOSC.

UN DÉPART INÉLUCTABLE

Ses joueurs n'y sont plus vraiment, en témoigne la prestation ratée sur le Rocher dimanche, et son vestiaire est au bord de l'implosion. Plusieurs éléments réfléchissent d'ailleurs à leur avenir. C'est aussi le cas de l'entraîneur argentin. Arrivé sur le banc parisien à l'hiver 2020 après le départ de Thomas Tuchel, Pochettino devait relancer la machine. Mais finalement, son bilan au PSG est loin d'être une réussite. L'année dernière, le club de la capitale a perdu le titre au profit du LOSC.

Cette saison, Paris devrait l'emporter. Mais les Parisiens sont sortis de la Ligue des Champions, eux qui ont pourtant Messi, Neymar et Mbappé dans leurs rangs. Déjà annoncé sur le départ l'été dernier, Pochettino, qui avait pro-

JUVENTUS

Dybala partira en fin de saison

La Juventus Turin ne va pas proposer de nouveau contrat à son meneur de jeu argentin Paulo Dybala, à la fin du bail actuel qui prend fin en juin, a annoncé lundi un dirigeant du club bianconero.

Avec l'arrivée de Vlahovic (en janvier, ndr), sa position n'était plus centrale. Il a été jugé préférable de prendre la décision de ne pas renouveler son contrat", a déclaré l'administrateur délégué de la Juve Maurizio Arrivabene, cité par plusieurs médias italiens. Dybala, 28 ans, est à la Juve depuis 2015. Très attendu cette saison, il en avait été désigné le vice-capitaine en début de saison mais plusieurs absences sur blessures ont affecté le rendement de ce joueur majeur de la "Vieille dame". Le divorce de Dybala, autre star à quitter la Juventus un an après le départ de Cristiano Ronaldo, avec son club a été acté lors d'une réunion en journée avec l'entourage du joueur. Les négociations étaient en cours depuis des mois. Les voyants semblaient tous au vert pour une prolongation en début de saison, mais depuis quelques mois la Juve semblait moins disposée à s'aligner sur les prétentions salariales de l'Argentin.

En janvier, la "Joya" ("le bijou", son surnom) n'avait pas masqué sa frustration face aux attermoissements du club, et avait fixé ses dirigeants en tribune sans sourire après avoir marqué un but contre l'Udinese. Ce geste de défi avait été interprété comme une réponse aux propos du même Maurizio Arrivabene



quelques jours plus tôt. Ce dernier avait estimé que "chacun doit gagner sa place et démontrer la valeur qu'il se donne".

PLUSIEURS CLUBS SUR LES RANGS

Dimanche, Dybala a de nouveau marqué pour son retour comme titulaire après plusieurs semaines d'absence et est sorti sous l'ovation appuyée du Juventus Stadium. Mais cela n'a pas suffi à convaincre la Juve, qui doit aussi surveiller ses comptes, dans le rouge et encore fragilisés par l'élimination prématurée en Ligue des champions la semaine dernière. "On a beaucoup réfléchi mais les dirigeants de la Juve ne prennent pas les décisions contre la Juve mais pour la Juve", a assuré lundi soir l'administrateur délégué, cité par

MANCHESTER UNITED

Ça sent mauvais pour Mauricio Pochettino

Alors que son avenir sur le banc parisien semble incertain, Mauricio Pochettino a lancé quelques hameçons en coulisses afin de rejoindre Manchester United. Mais c'est loin d'être gagné pour l'Argentin. Un mois de mars à oublier. Entre l'élimination face au Real Madrid en Ligue des Champions et deux défaites en Ligue 1 face à Nice et Monaco, le Paris Saint-Germain a vécu un mois terrible. Et même lors de leur victoire face à Bordeaux, quelques jours après la chute aux Merengues, les Français n'ont pas passé un agréable moment puisqu'ils ont été sifflés par le Parc des Princes. Une situation qui a de quoi donner des maux de tête à Mauricio Pochettino, qui ne trouve pas les solu-

POCHETTINO GARDE MU EN TÊTE

Malgré cela, son sort semble donc scellé. Son avenir devrait s'écrire loin de Paris. En coulisses, le coach argentin rêve d'un retour en Premier League où il a connu de nombreux succès à Southampton et Tottenham. Il vise le banc de Manchester United, qui cherche un entraîneur pour relancer le club après cinq ans sans titre. Sky Sports explique que le coach du PSG figure dans la liste des techniciens appréciés par les Red Devils pour succéder à l'intérimaire Ralf Rangnick.

Une liste où on trouve aussi Julien Lopetegui et Luis Enrique. Mais les deux Espagnols seront difficiles à déloger et ne sont pas les premiers choix. Thomas Tuchel en était un mais les Mancuniens ne veulent pas prendre le risque d'avancer sur ce dossier pour être déçus au final si l'Allemand décidait de rester à Chelsea avec les nouveaux propriétaires. En revanche, la piste Erik ten Hag prend de plus en plus de poids au sein du club anglais. Le duel entre lui et Pochettino est lancé pour le banc de Man Utd.

AVANTAGE TEN HAG

Selon The Sun, le Hollandais est d'ailleurs le grand favori aujourd'hui. La publication britannique explique que Manches-

ter United a préparé des dossiers sur chacun des candidats, s'attendant notamment sur leurs antécédents. Et les dirigeants mancuniens, aidés par Ralf Rangnick, pensent que le coach de l'Ajax a toutes les qualités requises pour diriger MU durant les cinq prochaines années et ramener le club au sommet du foot anglais et européen. Ils estiment également qu'il pourra attirer des joueurs et permettre à MU de conserver certains éléments sur le départ. L'idée serait de faire une annonce avant la fin de sai-

son ou avant le mercato afin de pouvoir travailler sur le recrutement. Avant cela, il faudra s'entendre avec l'Ajax, puisque son contrat prend fin en 2023. Même chose pour Mauricio Pochettino, qui présente l'avantage de bien connaître la Premier League et qui a montré qu'il pouvait rivaliser avec de grands entraîneurs en Angleterre. Le coach du PSG garde toujours une bonne cote, mais il est devancé actuellement. Une mauvaise nouvelle pour Pochettino qui vit décidément un mois de mars noir.

PSG

990 000 euros de salaire mensuel moyen, Neymar à 4 millions

Le salaire mensuel brut moyen des joueurs du Paris SG s'élève à 990.000 euros, l'attaquant brésilien Neymar étant le mieux payé avec plus de quatre millions d'euros par mois, selon des estimations du quotidien L'Equipe publiées mardi.

Le Paris SG, leader de la Ligue 1 mais éliminé dès les 8e de finale de la Ligue des champions par le Real Madrid, est sans surprise le club le plus généreux avec ses joueurs et son encadrement en France. Dans le classement du salaire des joueurs de Ligue 1 établi par L'Equipe, les 14 premières places sont occupées par des éléments du PSG, contrôlé depuis 2011 par le fonds souverain qatarien Qatar Investment Authority (QIA).

Neymar domine ce classement avec son salaire mensuel brut de 4.083.000 euros, devant la star argentine Lionel Messi, arrivée l'été dernier en provenance du FC Barcelone (3.375.000 euros) et Kylian Mbappé (2.220.000 euros), qui arrive en fin de contrat.

Il faut descendre à la 15e place pour trouver le premier joueur qui ne porte pas le maillot du PSG, le buteur de Monaco Wissam Ben Yedder (650.000 euros). Toujours selon des chiffres cités par L'Equipe, le joueur le mieux payé d'Europe hors France est

BAYERN MUNICH

Oliver Kahn serein sur la prolongation de Robert Lewandowski

Le président du Bayern Munich Oliver Kahn a évoqué l'avenir du buteur bavarois Robert Lewandowski dont le contrat en Bavière se termine en juin 2023. « Il n'y a aucune raison pour que Robert quitte le FC Bayern ! », a déclaré le dirigeant allemand au micro de la ZDF. Kahn n'est donc pas inquiet pour la prolongation au Bayern du buteur polonais de 33 ans qui est pourtant convoité par de nombreux clubs comme le Real Madrid ou le PSG. Cette saison Lewandowski a disputé 37 matches avec le club bavarois, inscrit 45 buts et délivré quatre passes décisives.

REAL MADRID

Guti dézingue les joueurs

De passage dans l'émission de télé espagnole El Chiringuito, l'ancien milieu de terrain du Real Madrid Guti n'a pas été tendre avec les joueurs madriléens après la déroute du club de la capitale espagnole dimanche soir face au FC Barcelone lors du Clásico (4-0). Il considère que certains joueurs n'ont pas envie de jouer pour le Real Madrid. « Mais comment est-ce possible ? Je suis Ancelotti et je regarde le banc et j'ai Hazard, Jovic, Bale, Isco... Et vous me dites que je ne peux sortir personne ? Qu'est-ce qui se passe ? Je me perds, a déclaré très en colère l'Espagnol de 45 ans avant d'ajouter, je regarde le match contre Barcelone en seconde période, le premier changement de Madrid est Mariano... Comment est-ce possible ? Bale et Hazard sont là et le premier changement offensif de Madrid c'est Mariano ».

PSG

ANNABA. EN PRÉVISION DU RAMADHAN

Douze espaces commerciaux de proximité ouverts

Douze (12) marchés et espaces commerciaux de proximité ont été ouverts à travers l'ensemble des communes de la wilaya d'Annaba en prévision du mois sacré du Ramadhan, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du commerce.

Pour garantir la disponibilité des différents produits de consommation, notamment les produits de base et pour la maîtrise des prix, des mesures ont été prises pour mettre les produits de large consommation à la disposition du consommateur directement à partir du producteur, a déclaré à l'APS le chef service du contrôle des pratiques commerciales de cette direction, Mohamed Salah Madi. Il s'agit de la mise en place d'un programme d'approvisionnement en collaboration avec les unités locales de production dont les minoteries et les usines de production de lait, d'huile et de sucre, a-t-il précisé. Dans ce cadre, des espaces ont été réservés dans les marchés de proximité destinés à la vente directe des produits de large consommation comme la semoule, le lait, le sucre et l'huile avec des prix compétitifs, a ajouté le même responsable, faisant état de l'aménagement



de plus de 500 points de vente dans les 12 marchés et espaces commerciaux de proximité ouverts. Le réseau des grands marchés de proximité est réparti à travers les communes d'Annaba, El Hadjar, Sidi Ammar et El Bouni en plus de la nouvelle circonscription administrative Ben Mostafa Benaouda "Draâ Erriche". Dans le restant des communes des espaces commerciaux de proximité ont été réservés pour

la domiciliation des commerçants et des vendeurs ambulants, notamment ceux des légumes et des fruits, a-t-on souligné. Par ailleurs, la direction de wilaya du commerce a mobilisé 71 brigades pour le contrôle des pratiques commerciales et la lutte contre toute éventuelle tentative de spéculation à travers tout le territoire de la wilaya. Le programme de contrôle tracé cible les entrepôts, les points de stockage des commerçants de gros et les distributeurs, ainsi que les commerçants de détail, les boucheries et les vendeurs de produits alimentaires périssables, a-t-on fait savoir.

EL-MENÉA. BADR BANQUE

Ouverture d'un guichet de la finance islamique

La Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) a lancé lundi un guichet dédié à la finance islamique au niveau de son agence de la wilaya d'El-Menéa, a-t-on appris auprès des responsables de l'agence. La BADR propose ainsi la commercialisation d'un éventail de quatorze (14) nouveaux produits dédiés aux produits de la finance islamique, conformes à la jurisprudence islamique après avoir été certifiés par le Comité Charia'a de la Banque et le Haut conseil Islamique (HCI), ainsi que l'agrément de la Banque d'Algérie. Ces produits concernent l'épargne et le financement, comme le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique (El istithmar), en plus de l'offre de la Mourabaha pour financer l'achat des outils de travail et matériels agricoles ainsi que d'autres activités agricoles de construction d'hangars, a-t-on expliqué. Intervenant lors de la cérémonie inaugurale de ce guichet de l'agence BADR d'El-Menéa (affiliée à la direction régionale de Laghouat), le directeur régional de la Banque, Saïd Besbes, a indiqué que l'ouverture du guichet de la finance islamique, qui coïncide avec la célébration du 40ème anniversaire de la création de la Banque, répond aux doléances de la population locale.

Pour des membres de la société civile, l'ouverture de ce guichet constitue une opportunité pour soutenir l'investissement et le développement économique de cette nouvelle wilaya appelée à devenir un pôle agricole en matière de cultures stratégiques.

BOUIRA. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Relance des travaux de raccordement de la localité de Ouled Bellil

Les travaux de raccordement au réseau électrique de 105 foyers à Ouled Bellil, une localité située à la sortie sud-ouest de la ville de Bouira, ont été relancés après un retard de quelques mois, selon la direction locale de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG). Lancés fin août 2021, les travaux de raccordement de cette localité au réseau d'électricité ont été relancés le 3 mars courant, après la levée d'une opposition manifestée par un des citoyens de cette localité, "grâce à une intervention des autorités locales", selon les détails fournis par la chargée de communication de la direction locale

de la SADEG, Mme Widad Benyoucef. "L'entreprise réalisatrice a été installée et instruite de renforcer le chantier afin de pouvoir mettre, rapidement, en service ce raccordement", a expliqué à l'APS la même responsable qui a indiqué que ce projet, plusieurs fois réclamé par les concernés, a été inscrit dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL).

Les travaux d'aménage d'énergie ont été entamés, selon Mme Benyoucef qui a souligné qu'un suivi "rigoureux sera assuré pour terminer les travaux de ce projet dans les délais". Elle a précisé, par ailleurs, qu'un montage financier de près de 4 mil-

lions de dinars avait été proposé pour raccorder 14 nouveaux foyers du lotissement Saïdi Tayeb (Ouled Bellil).

"Pour les 14 habitations du lotissement Saïdi Tayeb, il s'agit d'une opération de "raccordement clientèle nouvelle" (RCN) où un montage financier bipartite APC/Citoyens a été arrêté prévoyant un poste mixte à construire et à équiper par l'APC", a signalé Mme Benyoucef.

Le lancement de cette deuxième opération "reste subordonné au règlement du devis des travaux par les deux parties, l'obtention des autorisations de survol et l'équipement, par l'APC, du poste transformateur", a-t-elle souligné.

TIZI OUZOU. AVICULTEURS VICTIMES DES INCENDIES DE L'ÉTÉ 2021

Début d'indemnisation

L'opération d'indemnisation des aviculteurs ayant perdu leur élevage durant les incendies ravageurs d'août dernier à Tizi-Ouzou et qui ont causé la mort de dizaines de personnes a débuté dimanche, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). L'opération d'indemnisation portera sur l'octroi de plus de 148 000 poussins pour le remplacement de la totalité des élevages détruits par les incendies, a indiqué à l'APS le DSA, Djamel Sersoub. Un premier quota de 31 800 poussins, fourni par l'Office régional avicole de l'Est (ORA-

VIE, Sétif) et le Complexe avicole des Hauts plateaux (Accoupage Sétif) a été réceptionné par la DSA au niveau de la coopérative agricole polyvalente de Tizi-Ouzou (CAPTO sise à Irdjen), a-t-on précisé de même source. Le DSA a affirmé que ce quota a été remis aux éleveurs avicoles des localités d'Ath Mahmoud, Beni Douala, Azazga, Irdjen et Larbaa n'Ath Irathen, en présence des indifférents intervenants dans la filière. L'opération se poursuivra jusqu'à indemnisation de l'ensemble des aviculteurs concernés, a rassuré Djamel Sersoub.

PUB

TÉBESSA. EL-MÉRIDJ

Plusieurs opérations de développement pour les zones d'ombre

La commune d'El-Méridj (nord de Tébéssa) a été renforcée par plusieurs opérations de développement dans les secteurs des travaux publics, des ressources en eau et de l'énergie au profit des zones d'ombre qui en dépendent, en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants, a indiqué lundi le chef de la daïra de Ouenza englobant les communes de Ouenza, El-Méridj et Aïn Zerga.



Ph: DR

Trois (3) zones d'ombre relevant de la commune d'El-Méridj, à savoir les mechtas de "Doghra", "El Achache" et "Trik Oued El-Alleg" ont bénéficié d'opérations devant garantir des conditions de vie décentes aux habitants, les encourager également à rester sur place et à créer des micros projets qui contribueront à booster le développement dans cette collectivité locale, a précisé Abdelhamid Habbaz à l'APS. S'agissant de la mechta "Doghra", comptant plus de 600 âmes, le même responsable a indiqué qu'elle a bénéficié récemment d'une opération de désenclavement en la reliant à une route bitumée sur une distance de 6 km pour un budget dépassant 8,3 millions DA, débloqués dans le cadre du Plan

communal de développement (PCD) de l'exercice 2021.

La majorité des foyers de cette localité a été raccordée au réseau d'alimentation en eau potable, en attendant l'inscription prochainement d'une seconde opération pour le raccordement du reste des foyers, selon le même responsable.

Dans la localité "El-Achache", il a été procédé à la réception d'une opération de désenclavement au profit de 660 âmes portant réalisation d'une route bitumée sur une distance de 4 km ayant nécessité une enveloppe d'environ 6,7 millions DA accordée dans le cadre du PCD de l'exercice 2021, a ajouté la même source. La zone d'ombre "Trik

Oued El-Alleg" a bénéficié d'un projet de raccordement de 137 foyers au réseau du gaz naturel sur un linéaire de 19,5 km, a-t-il fait savoir, précisant que cette opération été financée par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour un budget d'environ 42 millions DA.

Les zones d'ombre relevant des communes d'El-Méridj, Ouenza et Aïn Zerga connaissent actuellement le lancement de plusieurs projets visant l'élimination des disparités avec les régions urbaines et l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants dans les différents domaines, a souligné le même responsable qui a prévu la réception des projets "dans les meilleurs délais".

SÉTIF. HABITAT

Remise des clés de 140 LPA et 200 décisions d'aides au logement rural

Les autorités de la wilaya de Sétif ont remis, dimanche, les clés de 140 logements promotionnels aidés (LPA) réalisés sur le site Abid Ali, au centre-ville, et 200 décisions d'attribution d'aides au logement rural à travers plusieurs communes. L'opération, qui s'est déroulée au siège de la wilaya, a été présidée par le wali, Kamel Abla, à l'occasion de la célébration du 60ème anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars). Le wali a affirmé à l'occasion "l'attachement de l'État à lier l'attribution de logements avec la célébration des dates historiques pour enraciner leur souvenir dans l'esprit des générations montantes et conjuguer la joie de bénéficier d'un logement à celle de la célébration de l'une des grandes dates de notre Glorieuse Histoire, à l'image de la fête de la Victoire, venue couronner les sacrifices énormes consentis par nos aînés". M. Abla a précisé que ce quota fait partie de 1.200 logements de diverses formules dont la distribution sera effectuée dans les prochains jours afin de permettre aux bénéficiaires de jeûner durant le Ramadhan dans leurs nouveaux logements. Le wali a rappelé que l'année passée a connu la distribution de 12.939 logements de divers segments, assurant que les efforts sont déployés durant l'année 2022 pour exécuter un programme ambitieux en vue de permettre à beaucoup de citoyens de bénéficier de logements.

PUB

NÂAMA. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Achèvement bientôt des travaux de raccordement de 120 exploitations agricoles

L'opération de raccordement de 120 exploitations agricoles de la wilaya de Nâama au réseau électrique sera achevée prochainement, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA). Les travaux de raccordement au réseau d'électrification, qui touchent à leur fin, ciblent les nouvelles concessions agricoles et les exploitations collectives de 1 487 agriculteurs. Ils portent sur la réalisation d'une liaison d'une longueur totale de

135 kilomètres dont les travaux ont été confiés à direction de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) de la wilaya de Nâama, a-t-on indiqué.

Ainsi, il sera procédé, à la fin du mois de mars en cours, à la mise en service de l'électrification de nombreuses exploitations à travers les zones agricoles de la commune de Nâama, sur une superficie de plus de 50 ha, à l'instar de Touifza, Touadjer et Harchaïa où les agriculteurs bénéfi-

cieront également du soutien et de l'accompagnement technique les aidant à maîtriser les techniques d'économie d'eau d'irrigation, a souligné la même source. Pour sa part, la commune de Asla connaîtra, dans les prochains jours, le raccordement de 11 exploitations agricoles à l'électricité au niveau de nombreuses régions, à l'instar de "Dhayet Sidi Ahmed", "Ramta", "El-Koudia", "El Bouikla", "Aïn Ouarka" et "Laghzala", dont le taux d'avancement des travaux est de 95 %.

EL-MEGHAÏER. TIC

Campagne de promotion commerciale de la fibre optique

Une campagne de promotion commerciale concernant la fibre optique à domicile (FTTH) a été lancée par la direction opérationnelle d'Algérie-Télécom (AT) dans la wilaya d'El-Meghaïer, où 2 000 logements seront prochainement raccordés à ce réseau, a-t-on appris dimanche de l'entreprise. Seconde du genre, cette campagne de promotion de cette technologie moderne de télécommunications (téléphone fixe et Internet), intervient à la suite de la mise en service en mars 2021 de cette technique au niveau des différentes communes de la wilaya, a indiqué le directeur opérationnel d'AT d'El-oued, Bachir Lamamra.

Selon M. Lamamra, cette opération de promotion commerciale fait partie des moyens "efficaces" de communication entre l'entreprise et ses clients, en vue de vulgariser les avantages de ce produit visant l'amélioration de la qualité et la pérennité des prestations. Intervenant en application de la stratégie de l'entreprise portant prise en charge des attentes des citoyens et l'amélioration des prestations téléphoniques, cette campagne d'information de proximité cible, en sa seconde phase, quatre (4) quartiers du centre-ville d'El-Meghaïer, avant de toucher les autres quartiers des huit (8) communes de la wilaya.

25^e SILA

La littérature en tête des préférences du lectorat

La littérature occupe une place dominante du lectorat algérien avec un nombre de lecteurs plus élevé parmi les plus jeunes et les seniors, selon un sondage sur les pratiques de lecture des visiteurs du Salon international du livre d'Alger (Sila), le plus important évènement littéraire en Algérie.

Réalisé en 2018 par un cabinet spécialisé auprès d'un échantillon de 800 personnes et communiqué par le commissariat du Sila, ce sondage montre, chiffres à l'appui, que la littérature est plébiscitée à 71,3 %, suivie par les livres scientifiques et techniques (62,7 %), les ouvrages sur la religion et la spiritualité (29,4%) et, enfin, les arts et loisirs (18%).

Les plus "hauts scores" de la littérature sont enregistrés chez les plus jeunes (15-19 et 20-29 ans) ainsi que chez les seniors (60 ans et plus). Si les "seniors" demeurent "fidèles" à la lecture de roman, ce genre s'attire également les grâces des jeunes grâce au "succès d'une littérature 'junior'" où figurent de grandes sagas internationales dont plusieurs ont été traduites en arabe telle la série Harry Potter", explique-t-on. Le livre religieux suscite, quant à lui, un intérêt chez les lecteurs même si la tendance varie selon les tranches d'âge notamment chez les 50 ans et plus avec 29,5 %. Si les données recueillies montrent que la lecture au format papier reste dominante avec 85%, la lecture numérique, elle, se situe à 15 %, une tendance "appréciable" en raison de l'offre "très faible" en Algérie en matière de livre numérique. Le sondage relève que les moins de 30 ans lisent le livre numérique, une tendance avérée dans le monde, notamment chez les étudiants, les intellectuels et les hauts fonctionnaires.

Les habitudes de lecture sont à égalité



entre femmes et hommes selon les résultats de ce sondage montrant que les plus jeunes (15-29 ans), qui représentent plus du tiers de l'échantillon, sont motivés par les "besoins en ouvrages scolaires et parascolaires".

Concernant les langues de lecture, l'Arabe arrive en première position avec 77,9 %, suivie par les langues française (59 %) et anglaise (22 %), relève ce sondage.

LES MOTIVATIONS ET LANGUES DE LECTURE

La langue Tamazight n'est utilisée en lecture que par 2,3 % de l'échantillon, ce qui peut être ramené à l'offre éditoriale dans cette langue qui a beaucoup progressé ces dernières années mais demeure encore "modeste".

Si 81% des lecteurs disent lire pour améliorer leur culture générale, près de la moitié (45%) pour développer les "capacités d'analyses et de réflexion", ils sont 30% à dire qu'ils aimeraient lire pour le plaisir

et 22% autres pour enrichir leur vocabulaire et leur niveau de rédaction. Les tendances relevées indiquent bien que les lectures utiles notamment pour les études ou le travail, ne sont pas "dominantes" et que les motivations de lecture sont très diverses. Pour ce qui est de l'accès au livre, le sondage précise que la plupart (87,8%) des achats de livre se fait en librairies, relais permanent et principal de la chaîne de promotion et de distribution qui offre de plus une proximité au lectorat en dépit du nombre insuffisant de librairies.

Les manifestations littéraires, notamment les salons du livre, deviennent une "alternative" à ce manque auprès de 77,7 % des lecteurs interrogés. Les bouquinistes et vendeurs de rue, regroupent 8,4 % des déclarations d'achat, estime le sondage qui relève, d'autre part, que l'emprunt de livres se réalise à 69,4 % dans un cadre privé (amis, famille...). Le 25e Sila ouvre ses portes, du 24 mars au 1 avril, après deux ans d'absence pour cause de pandémie de Covid-19.

JOURNÉE MONDIALE DE LA POÉSIE

Keltoum Deffous célèbre les femmes et leurs voix à Constantine

La poétesse d'expression française Keltoum Deffous a régalé, lundi à Constantine, l'assistance en déclamant dans la bibliothèque publique de lecture Mustapha Nettour, des vers de son recueil "Voix des femmes" à l'occasion de la Journée mondiale de la poésie (21 mars) en coordination avec le bureau local de "Beit chi'r".

Maniant élégamment la langue de Molière, Keltoum Deffous a récité des extraits de "Voix des femmes", édité chez Anep-Editions et co-écrit avec Nadia Belkacemi, exprimant les peines et les joies des femmes et tissant un lien particulier avec l'assistance.

Pour la poétesse, ce recueil est "un dialogue entre deux poétesse algériennes qui invitent à la découverte de leur univers secret, un chant venu de très loin, une berceuse qui susurre à l'éternité l'air d'une culture ancestrale". Elle affirme à l'APS que pour une poétesse, fêter les vers à l'international est une occasion pour "faire connaître la sensibilité féminine sous ses multiples créations

artistiques", soulignant que ses poèmes ont été primés lors de manifestations internationales alors qu'ils sont méconnus en Algérie, car "l'édition de recueils n'est pas rentable". Elle ajoute que dans tous ses recueils, elle déclame la femme, poète dans l'âme, "tellement riche de par ses rêves et ses espoirs qu'il est par moment difficile de cerner tous ses souhaits et aspirations".

Pour Keltoum Deffous, écrire des poèmes, c'est également honorer sa mère qu'elle a présentée comme une paysanne et veuve de Chahid qui a tout fait pour que sa fille aille à l'école.

"Ma mère m'a inculqué des valeurs humaines dont je suis fière de parler, fière de les transmettre là où je vais dans les diverses manifestations, en tant que poétesse qui représente la femme algérienne, sa sensibilité, ses soucis et ses espoirs", souligne-t-elle. Elle assure également que "la



femme algérienne est en train de se battre comme toutes les femmes du monde pour les mêmes problèmes, contre l'oppression et la violence notamment, et continue à lutter et inculquer aux filles de ne pas se soumettre".

Keltoum Deffous qui affirme que les réseaux sociaux et le confinement imposé par la situation sanitaire exceptionnelle ont "démocratisé" la poésie et l'ont rendue accessible au large public, compte plusieurs recueils dont "La colline des rois berbères" en hommage à ses grands-parents fusillés par l'armée française en 1956, "Pauvre petit frère", un hymne

au citoyen du monde, "La femme au front tatoué" et également "La Femme à la ceinture de laine". Sa dernière production, "Le foulard rouge de la colère" édité par Média Plus, sera présentée au Sila qui débute le 24 mars courant. Au cours de la même rencontre, le poète d'expression arabe, Abdelghani Madi a déclamé un poème reflétant "les douleurs du monde arabe", depuis Damas à Baghdad, en passant par le Yémen et le Soudan, tandis que Mohamed Nakib est revenu dans un melhoun sur la lutte du peuple algérien depuis les résistances populaires jusqu'aux massacres du 8 mai 1945, et dans les Aurès, synonymes de bravoure et d'héroïsme.

À l'occasion, les poètes Nouredine et Saïda Derouiche, Leïla Laouir et Nacer Louhichi ont été honorés ainsi que les élèves de l'École régionale des beaux-arts qui exposent leurs œuvres dans le hall de la bibliothèque.

TUNISIE

"Karie El-Findjane", en lice au prochain festival international du monodrame

Une pièce de théâtre intitulée "Karie El-Findjane" (lecteur de tasse) sera en lice au festival international du monodrame, prévu du 13 au 16 mai prochain à Carthage (Tunisie), a-t-on appris lundi de l'association théâtrale "Djemiyat Essitar" à El-Oued. Cette pièce théâtrale One-man-show a été sélectionnée pour prendre part à ce prochain rendez-vous culturel international, après avoir rempli les critères et conditions du concours, a affirmé le producteur et réalisateur de la pièce, et aussi président de l'association, Ahmed Nabil Messai. Cette production artistique est l'une des treize (13) œuvres de monodrame sélectionnées parmi une centaine d'œuvres réceptionnées par le jury de sélection. Ils représentent une dizaine de pays arabes et européens, à savoir l'Algérie, Palestine, Soudan, Maroc, Arabie saoudite, Irak, Bahreïn, Libye, Italie, Roumanie et le pays hôte, la Tunisie. D'une durée de 50 minutes, cette œuvre traite des questions liées à la déculturation et l'aliénation du monde arabe, de par ses idées figées et sa soumission aux concepts empruntés d'une autre sphère culturelle, loin de son appartenance théologique, historique et anthropologique. Produit par l'association précitée, cette œuvre théâtrale "Karie El-Findjane" est adaptée du livre de l'écrivain irakien Ali Abdennabi Ezzaïdi, interprétée par Soumia Bounab et mise en scène par Ahmed Nabil Messai.

ORAN

Récital poétique en mémoire au poète défunt Mohammed Lakhdar Essaihi

Un récital poétique dédié au défunt poète Mohamed Lakhdar Essaihi a été organisé, lundi soir, à Oran, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la poésie coïncidant avec le 21 mars de chaque année. Cette soirée littéraire intervient suite au choix du défunt poète algérien par l'Organisation arabe de l'éducation et culture et les sciences (ALESCO) parmi les deux artistes célébrés en cette Journée mondiale arabe, a rappelé le chef du service des activités culturelles de la Direction de la Culture et des Arts de la wilaya d'Oran. Cette célébration est un hommage au grand poète Mohamed Lakhdar Essaihi, considéré comme l'une des figures littéraires ayant enrichi la scène littéraire arabe et une reconnaissance de la qualité de ses œuvres et de ses écrits, a ajouté Nouri Makhaïssi. À cette occasion, le poète Belhadji Laid a présenté la vie, le parcours et les œuvres de ce poète (1918-2005), qui a pris part à de nombreux festivals à l'intérieur de l'Algérie et à l'étranger. Des poètes d'Oran, Mascara, Relizane, Mostaganem et Sidi Bel-Abbès se sont relayés devant l'assistance pour déclamer des poèmes traitant de plusieurs thématiques dont la fête de la Victoire (19 mars 1962) et la beauté des sites de la ville d'Oran. Cette soirée a été organisée par la Direction de la Culture et des Arts, en collaboration avec la Maison de la culture "Zeddour brahim Belkacem", l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) et les associations "Athar El-Abirine" et "Ouahy El-Mouthakafine".

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL-EULMA
MERCREDI 23 MARS 2022 - PRIX : TIRFAKOM - PUR-SANG ARABE.
DISTANCE : 1 100 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUINTÉ

Tadj Larbaa va signer son premier quinté

À l'exception du poulain Tadj Larbaa, nous aurons à négocier un quinté qui se dispute entre mal lotis ce mercredi 23 mars à l'hippodrome Bazer Sakhra El-Eulma avec ce prix Tirfakom réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie ne s'étant pas classé dans les trois (03) premiers d'une épreuve depuis septembre passé. Sur sa lancée Tadj Larbaa va signer son premier quinté en cette fin de meeting, alors que pour la suite on peut retenir les bonnes candidatures de : Fenorix, Razan El Mesk, Marbouh de Bazer et Nadjarrer. En cas de défaillance on peut racheter : Istiklal de Bio, Binaya de Monlau ou Lazizet à un degré moindre.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. TADJ LARBAA. Ce poulain va signer sa première victoire dans ce quinté. À suivre sans voir.

2. RAZAN EL MESK. Cette pouliche a déjà couru avec des lots mieux huppés. À reprendre.

3. MARBOUH DE BAZER. Il n'est pas dépourvu de moyens, il a toutes les possibilités pour figurer dans les cinq premiers.

4. NADJARRER. Cette pouliche vient de montrer quelques

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
AM. BENDJEKIDEL	1	TADJ LARBAA	AM. BENDJEKIDEL	56	11	PROPRIÉTAIRE
T. HAMZA	2	RAZAN EL MESK	AB. BOULESBAA	55	09	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	3	MARBOUH DE BAZER	AB. ATTALLAH	54	10	PROPRIÉTAIRE
M. BENDJEKIDEL	4	NADJARRER	W. BENDJEKIDEL	53	07	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	5	SAIK	A. HEBRI	53	02	MED. HAMIDI
A. BERRAH	6	ISTIKLAL DE BIO	B. BERRAH	53	08	B. BERRAH
S. BERRAH	7	FENORIX	CH. ATTALLAH	53	12	PROPRIÉTAIRE
H. SAFSAF	8	BINAYA DE MONLAU	AB. CHENAFI	52	03	A. HELLAL
Y. DELALDJA	9	LAZIZET	AH. CHAABI	52	04	W. CHAABI
H. SAFSAF	10	SHABA	M. HARECHE	50	01	A. HELLAL
Y. DELADJA	11	AROMA	AN. CHAABI	50	05	W. CHAABI
A. NAIDJA SAHRAOUI	12	NORHESS	SF. BOUHOUC	50	06	S. ATTALLAH

étincelles en dernier lieu et avec la monte de Walid Bendjekidel, elle peut décrocher une place. Méfiance.

5. SAIK. Rien de probant.

6. ISTIKLAL DE BIO. Il arrive en deux reprises en tête des battus, il mérite qu'on lui accorde un crédit. Méfiance.

7. FENORIX. Il vient de fournir une course d'entrée assez remarquable, il a donc tous les droits de prétendre à une place de choix. À suivre.

8. BINAYA DE MONLAU. Cette pouliche n'a pas encore

convaincu, on peut la retenir tout juste pour une cinquième place.

9. LAZIZET. Cela fait un moment qu'on l'a pas revu en piste, mais on ne peut quand même pas lui faire un interdit pour les places.

Méfiance.

10. SHABA. Pas évident.

11. AROMA. Rien à voir.

12. NORHESS. Tâche difficile. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

1. TADJ LARBAA - 2. RAZAN EL MESK - 7. FENORIX - 4. NADJARRER - 3. MARBOUH DE BAZER

LES CHANCES

6. ISTIKLAL DE BIO - 8. BINAYA DE MONLAU

L'ancien directeur du Journal «El Djoumhouria» Mohamed Kaouche n'est plus

L'ancien directeur du journal "El Djoumhouria", Mohamed Kaouche est décédé, lundi, à l'âge de 81 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de ses proches. Le défunt a eu à occuper plusieurs postes de responsabilité dans le secteur de l'information et de la communication, à commencer par son passage à l'Agence de presse "APS" en 1969, puis rédacteur en chef du journal El Djoumhouria en 1977 et directeur adjoint des études et de la recherche au ministère de la Communication de 1985 à 1987, avant de revenir au journal El Djoumhouria en tant que directeur général de 1988 jusqu'à 1997. Après sa retraite, le défunt a poursuivi sa profession de journaliste en tant qu'éditorialiste au journal d'expression française "l'Expression". En cette circonstance douloureuse, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a présenté ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille du défunt et à la famille médiatique, priant Allah le Tout puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vase paradisi. Le directeur général de l'APS, Samir Gaid a également présenté ses sincères condoléances à la famille et aux proches du défunt ainsi qu'à ses collègues.

Pénuries de carburant au Sri Lanka : des soldats déployés dans les stations-service

Le Sri Lanka a ordonné la présence de soldats dans les stations-service hier, alors que des manifestations de colère sporadiques ont éclaté dans les files où des milliers d'automobilistes attendent de s'approvisionner en carburant devenu rare, rapportent des médias. Selon les autorités, des soldats ont été déployés après le blocage lundi pendant plusieurs heures d'une rue très fréquentée de Colombo par une foule exaspérée par la pénurie d'essence et de kérosène. "Les esprits s'échauffent à mesure que les files d'attente s'allongent", a déclaré un haut responsable de la défense à l'AFP, sous couvert de l'anonymat. "Une décision a été prise hier soir d'appeler des soldats en renfort de la police, afin de décourager toute agitation", a-t-il poursuivi. Des responsables militaires ont précisé que des soldats se trouvaient dans les stations de pompage de l'entreprise publique Ceylon Petroleum Corp, qui compte pour les deux tiers du commerce de détail du carburant. Le recours à l'armée fait également suite au meurtre dimanche par un conducteur alors qu'ils se disputaient leur place dans une file d'attente pour de l'essence à Nittambuwa, à la sortie de Colombo.

Saisie de 34 pièces de monnaie archéologiques à Batna

Les éléments de la brigade de protection des biens culturels de la Gendarmerie nationale de Batna ont saisi 34 pièces de monnaie archéologiques dans la région de Ghassira, a indiqué lundi le groupement territorial de ce corps de sécurité. L'opération a eu lieu lors d'une visite à une exposition de l'artisanat traditionnel durant laquelle les éléments de la brigade de protection des biens culturels de la Gendarmerie nationale de Batna ont relevé la présence de pièces de monnaie anciennes, appartenant à diverses périodes historiques, a précisé la même source. Le



concerné (l'exposant) a aussitôt été informé qu'il n'avait pas le droit de posséder ces pièces appartenant au "patrimoine culturel protégé par la

Loi relative à la protection du patrimoine culturel n 98-04", a souligné la même source, indiquant que l'exposant a fait part de sa disposition à les

remettre et accomplir les procédures nécessaires. Les 34 pièces de monnaie archéologiques ont été examinées par un expert de la direction de wilaya de la Culture et des Arts lequel a confirmé qu'il s'agit de pièces authentiques, dont 31 appartiennent à la période romaine, deux (2) à la période moderne et une (1) à la période ottomane, selon la même source. L'opération a été menée par la brigade de protection des biens culturels de la Gendarmerie nationale de Batna dans le cadre de ses patrouilles de surveillance des sites et monuments historiques relevant de sa compétence territoriale.

Saisie de plus de 2 kg de kif traité à Béchar



Plus de 2 kg de kif traité et 4.768 comprimés de psychotropes ont été saisis dans 60 affaires liées au trafic de drogue impliquant 70 individus et traitées par la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de janvier à la mi-mars 2022, a-t-on appris hier, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Béchar. Un montant de 840 000 DA a été également saisi au cours de ces affaires menées dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité en milieu urbain, a-t-on ajouté. Durant la même période, il a été procédé aussi au traitement de quatre (4) affaires concernant le port d'armes blanches

prohibées de classe 6, impliquant six (6) individus en possession de deux (2) sabres et quatre (4) grands couteaux de boucherie, ainsi qu'à l'arrestation de deux (2) autres personnes recherchées par la justice et trois (3) autres faisant l'objet d'un mandat d'arrêt et de convocation par la justice.

L'Irlande annonce 6 millions d'euros au profit des réfugiés palestiniens

Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Simon Coveney TD, a annoncé dimanche une contribution de six millions d'euros de l'Irlande au profit de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Dans un communiqué de presse, repris par l'agence palestinienne de presse, Wafa, Coveney a fait savoir que ce financement aidera l'UNRWA à répondre aux besoins humanitaires et au développement de 5,7 millions de réfugiés palestiniens dans les cinq zones d'opération de l'Office onusien de secours en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza. Ce financement permettra aux familles palestiniennes de continuer à accéder aux services dont elles ont "déses-



pérerement" besoin. Des générations de familles palestiniennes ont grandi dans des camps de réfugiés, a-t-il déploré, "vivant dans la pauvreté et confrontées à des difficultés incroyables". Coveney a souligné que le travail de l'UNRWA qui "fournit des services essentiels", tels que les soins de santé, l'éducation, l'ai-

de humanitaire et les services sociaux, "est une bouée de sauvetage" pour des millions de palestiniens, saluant à l'occasion, le partenariat de l'UNRWA avec l'Irlande. De son côté, le ministre d'Etat chargé de l'aide au développement outre-mer et de la diaspora, Colm Brophy T.D, a estimé "si important" que l'Ir-

lande continue de soutenir l'UNRWA pour le travail essentiel qu'il accomplit pour les réfugiés palestiniens. Il a fait savoir que le financement de l'Irlande soutiendra la prestation de services essentiels à plus de 5,7 millions de réfugiés palestiniens. "Je tiens à rendre hommage au personnel dévoué de l'UNRWA, qui continue d'opérer dans des circonstances exceptionnellement difficiles", a-t-il poursuivi, affirmant que "sans leur dévouement, des millions de Palestiniens n'auraient pas accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres formes de soutien".

46 morts et 1 094 blessés sur les routes en une semaine



Quarante-six personnes (46) sont mortes et 1094 autres ont été blessées dans 940 accidents de la circulation survenus durant la période du 13 au 19 mars à travers le territoire national, a indiqué mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tébessa avec 6 personnes décédées sur les lieux d'accident et 46 autres blessées suite à 24 accidents de la route, précise la même source. En outre, les éléments de la Protection civile ont effectué 1116 interventions pour procéder à l'extinction de 754 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 67 interventions pour l'extinction de 37 incendies.

MISE AUX POINGS

«L'Algérie n'a pas hésité une seule fois à ratifier tous les accords sur le climat, bien qu'elle compte parmi les pays les moins pollués à travers le monde, tout comme elle est fière de son adhésion au long processus de négociations sur les changements climatiques, et ce depuis son lancement en 1992 jusqu'à sa phase finale à Paris»

Brahim Boughali, président de l'APN



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie
Publicité-ANEP :
1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :
- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

AU DEUXIEME JOUR DE SA VISITE A L'EXPOSITION DE DOHA

Chengriha s'enquiert des derniers produits militaires chinois

Au deuxième jour de sa visite officielle à l'Etat du Qatar, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire a pris part à l'ouverture officielle de la Conférence des Commandants des Marines au Moyen-Orient, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, précisant que cette rencontre s'est articulée autour des « défis internationaux dans la sécurisation des mers et de la région du Moyen-Orient qui nécessite de maintenir un état-prêt permanent des Forces Navales. »



Major, Commandant des Forces Navales et l'ambassadeur de notre pays à Doha. A cette occasion, le Général de Corps d'Armée « s'est adressé aux membres de l'équipage dudit bâtiment en leur rappelant l'importance que revêt la participation de l'Algérie à cette exposition ».

Par ailleurs, le chef d'Etat-major a visité le navire d'instruction «Doha QTS-91» relevant de l'Ecole navale Mohamed Ben Ghannem, qui œuvre à la formation de la première promotion qatarie dans le cadre de la formation nationale des officiers de la marine. A ce titre, Saïd Chengriha a appelé

à la programmation d'une visite en Algérie au profit de ce navire durant la période d'instruction. Il a procédé ensuite à la signature du livre d'or avant de recevoir un cadeau symbolique de la part du Commandant du navire «Doha QTS-91».

Le MDN précise enfin que Saïd Chengriha a visité, encore une fois, l'exposition « DIMDEX 2022 » où il s'est rendu au stand chinois et a suivi un exposé portant sur les produits militaires les plus récents de la République Populaire de Chine.

F. B.

La même source précise qu'au niveau du Port Hamad à Doha, bien des pays ont participé à l'événement « DIMDEX 2022 », avec des navires, entre autres la frégate de l'ANP «Al-Modamir», numéro de bord « 911 » relevant de nos Forces Navales, et laquelle frégate a quitté le port d'Alger le 04 mars dernier.

Dans la foulée, explique le MDN, Saïd Chengriha a visité ce bâtiment naval multi-missions en présence du Général-

BOUIRA

Deux jeunes écroués pour trafic de psychotropes

Dans le cadre de la lutte contre toutes sortes de délinquance, les éléments de brigade judiciaire relevant de la sûreté urbaine de la commune Aomar, 22 kilomètres au nord de Bouira, ont réussi à mettre la main sur deux revendeurs illégaux de psychotropes. En effet, selon un communiqué de presse émanant de la cellule de la communication de la sûreté de la wilaya de Bouira, un jeune commerçant activant au chef-lieu de la commune d'Aomar, a été arrêté au début de cette semaine pour possession et vente de psychotropes. Les

éléments de la sécurité ont agi suite à des informations qui leur sont parvenues indiquant qu'un jeune homme gérant d'un magasin de vente d'habillement femme, s'adonnait à la vente illégale de psychotropes.

Les éléments de la PJ, ce sont rendu au magasin, et après une fouille minutieuse, ils découvrent 27 capsules de psychotropes et une somme d'argent de 1 395 000 dinars, qui serait la recette de la vente de ce poison. Conduit dans les locaux de la même sûreté urbaine, le mis en cause ne tarda pas à divulguer l'identité de son

fournisseur principal. Après avoir eu l'autorisation de la perquisition de la maison de ce dernier, délivrée par le procureur de la République, les hommes en bleu se sont rendus dans la demeure. Ici encore, et après une fouille minutieuse, les policiers ont découvert pas moins de 60 capsules de psychotropes et plusieurs armes blanches prohibées.

Le fournisseur en question fut, à son tour conduit au commissariat. Après les avoir entendu sur procès-verbaux, les deux mis en cause ont été présentés devant le procureur instructeur près le tribunal de Kadiria qui a ordonné leur placement sous mandat de dépôt pour vente illégale de psychotropes, possession d'armes blanches prohibées.

Omar Soualah

SOUS-RIRE

Taux de remplissage des barrages à 37 %



Belhadj

UNION DES COURS ET CONSEILS CONSTITUTIONNELS ARABES

Omar Belhadj participe à l'AG du Caire

Le président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, a participé hier, à l'Assemblée générale de l'Union des cours et conseils constitutionnels arabes qu'abrite la Capitale égyptienne, le Caire. Les travaux de cette Assemblée générale, organisée par visioconférence, portent sur l'examen de la candidature du président de la Cour constitutionnelle suprême d'Égypte, Boulos Fahmy Eskandar, au poste de secrétaire général de l'Union des Cours et Conseils constitutionnels arabes et de la candidature du vice-président de la Cour constitutionnelle suprême d'Égypte, Abdelaziz Salman, au poste de secrétaire général adjoint de l'union dont le siège est en Égypte. L'Union des cours et conseils constitutionnels arabes compte 15 Institutions arabes de contrôle constitutionnel. Elle a été créée à l'initiative de l'Algérie qui a abrité son congrès constitutif de deux jours, juin 1997. L'Union des cours et conseils constitutionnels arabes a été créée en vue de renforcer la coopération et l'échange d'expertise et d'expériences entre les Institutions constitutionnelles arabes en matière de justice constitutionnelle.

R. N.

PENSÉE

À la mémoire de mon cher père Monsieur ZEHAF ABDELKADER

Le 22 mars 2018, cela fait déjà quatre ans que tu nous as quittés, dès qu'arrive cette date, souvenir de ton départ, nous ne sommes plus les mêmes. Les souvenirs envahissent nos esprits. Ta disparition a été le premier chagrin qu'on pleure encore tous les jours sans toi. En cette douloureuse occasion, ta femme, tes enfants et tes petits enfants prient Dieu de continuer à nous accorder la force de vivre sans toi.

Nous voudrions que tu saches combien nous t'aimons et combien nous sommes fiers de toi. Cher père repose en paix et sois certain de toujours rester vivant dans nos coeurs, tu nous manques tellement.

Nous demandons à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Ta femme, tes enfants, tes petits enfants et tes proches t'aiment et tu leur manques beaucoup.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Ton fils Hillal

